

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808 00 81 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

MERCREDI
28 AVRIL

UN ETRANGER

Le tribunal qui juge Pierre Goldman a consacré une journée entière, la première, à cerner la « personnalité » de l'accusé. Cerner est bien le mot. Car la notion même de personnalité pose un rude problème, dont plusieurs siècles de spéculation philosophique et de décorticage médical ne sont pas venus à bout.

La personnalité de Pierre, passée à la moulinette d'un rapport de justice se résume en quelques mots : « un être très intelligent, mais exalté, contestataire et violent, replié sur lui-même et en révolte permanente contre la société ». Disséquée par les psychiatres, elle devient une « personnalité fragile, connaissant des périodes subnormales séparées par des accès paroxystiques... »

On peut traduire dans les deux cas : une personnalité de coupable en puissance.

En isolant l'individu d'une société et d'une histoire complexes, la machine judiciaire prétend livrer au tribunal un petit homme nu et désarmé, un portrait-instantané, un échantillon d'humanité pour laboratoire. Elle constitue ainsi une entreprise de déshabillage et d'infantilisation ; une machine à fabriquer des coupables.

Avec son livre, Pierre Goldman, a répondu en jetant dans la balance truquée de cette justice tout le poids de son histoire qui se confond avec l'Histoire, tout le poids d'une personnalité que défend son halo de souvenirs et qui n'est chaque fois, « ni tout à fait la même, ni tout à fait une autre ». Une personnalité trop épaisse et compacte pour que la machine judiciaire puisse la digérer, la déglutir.

Pour comprendre Goldman, au lieu de le juger, il faudrait s'enfoncer dans l'immobilité apparente des années 60 et au-delà : suivre les enfants de Yalta et du plan Marshall à travers les contre-coups de la guerre d'Algérie, de la déstalinisation, de la révolution cubaine... Autant de clairs-obscurs qui échappent aux regards des juges comme des psychiatres. Autant d'images qui défilent devant les neuf jurés d'Amiens, d'une moyenne d'âge qui frise la cinquantaine : trois agriculteurs, un agent d'assurance, un représentant, un directeur d'école, un représentant. Il y a tout à craindre que, pour eux, entendre un inculpé philosophe parler de Manouchian et citer Gramsci (des étrangers !) ne puisse apparaître que comme circonstance aggravante.

Il est d'ores et déjà certain que Pierre Goldman est soumis à la question par des gens qui ne comprennent pas, et jugé par une justice qui ne parle pas son langage.

Devant eux, il reste un étranger, dans tous les sens du terme. C'est assez pour récuser cette justice d'Assises, quel qu'en soit le verdict.

Daniel Bensaïd

Incident au procès de Pierre Goldman

« JE VOUS EMMERDE, LES RACISTES, JE LES SENS COMME VOUS VOUS SENTEZ LES METEQUES »

Un Pierre Goldman, blanc de rage, qui se dresse sur son banc et hurle « Fasciste, pourri ! » à l'adresse de l'avocat de la partie civile. « Je vous emmerde. Les racistes, je les sens comme vous, vous sentez les mèteques ». C'était l'incident — prévisible —, hier, au procès d'Amiens. Par cette réplique, Goldman mettait brutalement le doigt sur l'un des aspects les plus inconscients du procès : son caractère raciste dans un contexte où le meurtrier présumé a été décrit comme « mulâtre » ou comme « mèteque ». Sommé de s'expliquer, Pierre Goldman déclarait qu'il aurait souhaité connaître le passé de tous les témoins au même titre que ceux-ci connaissent le sien, ceci afin de délimiter la part des préjugés inconscients de leur déposition. La déposition d'un des témoins qui, quelques instants auparavant, disait avoir vu, de la

pharmacie, un « faciès » pour après, reconnaître celui de Goldman, donnait effectivement un certain poids à ce souhait. La présence des avocats de la partie civile assis sur les mêmes bancs que ceux de la défense, devant Goldman en mesure d'entendre tous leurs commentaires, alors qu'ils cherchent à la charger au maximum n'a sans doute pas été étrangère à l'incident. Le président a aussitôt levé la séance pour s'entretenir avec les avocats. Le procès a repris après vingt minutes d'interruption, par une courte déclaration de Pierre Goldman, affirmant son attachement à la sérénité des débats et se disant prêt à retirer ses déclarations pour la préserver. Une table sépare désormais la défense et l'accusé de la partie civile.

Les choses sont plus claires ainsi. (voir le compte rendu de la journée, page 12)

Battue aux élections législatives

LA BOURGEOISIE PORTUGAISE CHERCHE UN PRESIDENT

De notre envoyé spécial
Lisbonne le 27 avril.

Aujourd'hui, l'ensemble des organisations de gauche a reçu une large majorité des voix au Portugal. Les deux partis ouvriers, le PS et le PC ont reçu plus de la moitié des suffrages exprimés. En votant pour les organisations dans lesquelles ils se reconnaissent, les travailleurs portugais de la ville et de la campagne ont montré qu'ils refusaient de plier le genou devant l'offensive de la réaction et de ses partis.

Pourtant, aucun gouvernement représentant le résultat de ces élections

ne sera formé dans l'immédiat. En effet, lors des conférences de presse tenues la nuit même du scrutin, Mario Soares, Alvaro Cunhal et Sa Carneiro ont « révélé » qu'il existait des clauses secrètes à côté du pacte que le PS, le PC, le PPD ont signé. Une de ces clauses prévoit que le gouvernement de coalition PPD-PCP-PS-militaires sera maintenu au moins jusqu'au résultat des élections présidentielles en juillet.

C'est dire si la bourgeoisie pourra mettre à profit les postes qu'occupent ses représentants au gouvernement pour mener des actions de sabotage économique et de sabotage pur et simple.

Lire la suite page 2

LA GREVE ETUDIANTE NE SERA PAS BRADEE

- Saunier-Séité n'a cédé que du vent,
- La nuit dernière, nouvelle coordination nationale étudiante

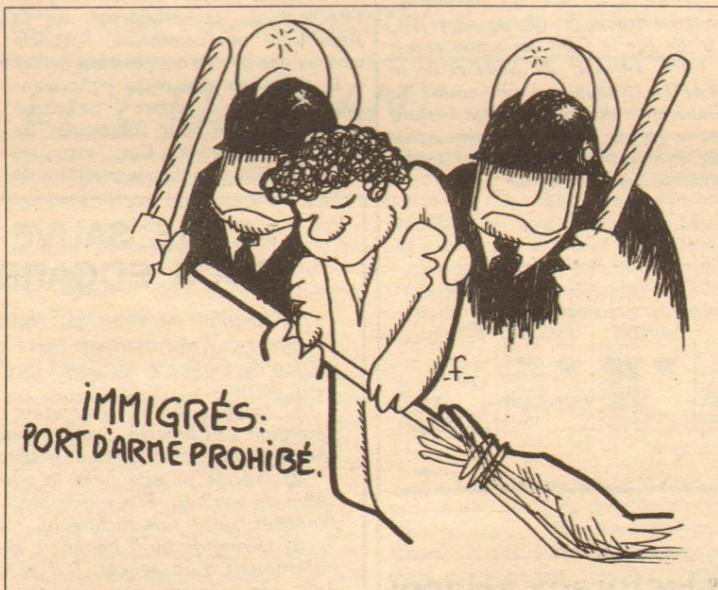
Lire page 5 et 12

PAPIERS BLEUS CONTRE LES IMMIGRES

Au cours d'une conférence de presse tenue hier à Bagnolet, le comité de coordination des foyers Sonacotra en grève a rappelé l'historique de la lutte. Les manœuvres de division de « certaines organisations » ont été dénoncées. Plus que jamais le comité veut une négociation globale et non pas des discussions foyer par foyer.

Un délégué a annoncé que plus de trois-quarts des délégués des foyers viennent de recevoir des avis d'huissier leur ordonnant de payer leur loyer. Un délai de huit jours a été fixé après lequel des mesures d'expulsion peuvent être envisagées. Devant cette nouvelle offensive, il faut réaffirmer notre solidarité. Le pouvoir a choisi la voie de la répression et de la division. Face à cela, la perspective que se fixe la coordination, c'est l'extension du mouvement en province et l'organisation d'un congrès de tous les délégués pour discuter démocratiquement des initiatives à proposer.

(lire aussi page 6)



LA REVISION DU PROCES DE ROLAND AGRET EST ENGAGEE !

- Lecanuet décide enfin de saisir la cour de cassation
- La lutte pour la libération de Roland Agret continue

Lire page 12

GREVE GENERALE EN MARTINIQUE

Tout est fermé. Pour l'application des lois sociales à la Martinique, à l'appel de la CGTm et de FO, la grève s'est étendue partout, soutenue par les partis ouvriers.

Mardi matin, une manifestation partant de la Maison des Syndicats et traversant Fort de France dans les principales artères a regroupé plus de 5 000 manifestants. Cette démonstration de force risque de peser sur le mouvement dans le sens de sa prolongation et de son extension aux rares secteurs encore non-touchés. A la veille du 1^{er} Mai qui se prépare, les mots d'ordre : « diminution des horaires de travail sans diminution des salaires », « contre les heures supplémentaires » et « échelle vE DES SALAIRES » sont de plus en plus fréquemment repris. Le GRS (Groupe révolution socialiste) dont les militants sont actifs dans le mouvement soutient la lutte et les revendications des travailleurs.

De notre correspondant à Fort de France

Kissinger chez Mobutu :

DOLLARS SUR FOND DE CRISE

Le choix d'une escale au Zaïre n'est pas fortuit. Un régime dont le président a toujours été la créature des Etats-Unis, après le rôle contre-révolutionnaire qu'il a tenu en Angola, avait bien besoin d'entendre de vive voix quelles assurances son protecteur allait maintenant lui donner. Car aujourd'hui ce pays est en proie à la crise la plus sérieuse de son histoire et les répercussions en chaîne de la débâcle des forces d'agression n'ont pas fini de l'assaillir.

Une situation qui combine en effet les éléments négatifs d'une économie déplorable et les contre-coups d'un échec militaire. Qu'on se rappelle : le gros des fantoches du FNLA de Roberto Holden est composé par des contingents de l'armée de Mobutu. Soldats pour la plupart non-payés, dirigés par des mercenaires grassement rémunérés. Dès les premiers affrontements sérieux avec les FAPLA et les Cubains, c'est la débandade avec son corollaire de pillages et de terre brûlée. Le retour au pays des fuyards avec les conséquences que l'on devine. D'autres soldats, eux, avaient dès le début choisi de rallier le MPLA (comme les populaires gendarmes katangais) ou de désertier en brousse. Situation qui a remis à jour les luttes de clans qui se déroulaient au sein de la hiérarchie militaire. L'échec de l'aventure angolaise, outre le fait qu'elle a eu pour résultat l'arrêt des exportations de cuivre par le chemin de fer de Lobito, a également développé toute une série d'oppositions tant sociales que bureaucratiques. Rien d'étonnant si l'on sait que les caisses de l'Etat sont vides et que les devises manquent. Crise aux lourds effets pour les masses populaires. Des produits de première nécessité se raréfient. De mémoire de Zaïrois on n'avait jamais constaté par

un manque de poisson salé. Marché noir, corruption, pagaille alimentent quotidiennement la rumeur publique, appelée à Kinshasa « radio-trottoir ». Stagnation aussi sur le plan de l'industrie ou des transports (par suite de pièces de rechanges).

Une évolution dans laquelle le mythe du dictateur, s'il n'a jamais pris corps, et ses discours sur « l'authenticité » en prennent un sérieux coup. Enfin, la course au remplissage de poches au niveau de la caste bureaucratique atteint des sommets inégalés. Pourquoi se gêner puisque le clan Mobutu montre l'exemple ? Mme Mobutu vient de faire expédier, par exemple, quinze grosses malles par avion en Belgique.

Cette atmosphère que certains observateurs qualifient de « fin de règne » a entraîné une multiplication des maquis dans plusieurs régions du pays et des oppositions parmi les couches privilégiées. Ceci dit, en conclure à une fin rapide du régime peut être prématuré. Si certaines sources font état de recherches par Washington pour remplacer Mobutu, il faut tenir compte du fait qu'il sera difficile aux Etats-Unis de trouver un homme et une équipe de rechange, présentant à la fois des habiletés tacticiennes qui sont les leurs et un dévouement à ses intérêts comme celui-là. De plus, un tel remplacement pourrait engager une dynamique dépassant largement leurs ambitions. Aussi doit-on penser que Kissinger optera pour le court terme sous la forme de prêts et d'assistances (à ajouter à ceux du Fonds monétaire international) qui aideront le plan de relance envisagé par le Zaïre. En attendant peut-être d'autres moments propices...

F. Tenaille

Le congrès anti-Outspan Un succès contre l'Apartheid

Deux journées de travaux particulièrement fructueux. 220 militants français étaient présents. Le congrès a mis en avant plusieurs projets pour passer à un stade supérieur : stabilisation des groupes, faire tourner à travers la France des films et une caravane, diversifier les campagnes contre les investissements, l'immigration blanche en Afrique du Sud, les relations artistiques. En ce dernier domaine, la nomination au Secrétariat au tourisme de Jacques Médecin, qui a jumelé Nice à la ville du Cap, donnera sans nul doute matière à dénonciations.

Créé sur une plate-forme large, le Comité anti-Outspan souligne sa volonté d'associer à son action toutes les organisations politiques et syndicales. Ainsi, dans certains départements, comme l'Ain, le PS s'est engagé dans la campagne. La Fédération du Rhône des Paysans-travailleurs a décidé d'une vente sauvage de fraises pour la popularisation. Des liens ont été établis avec les syndicats

en vue de la bataille pour la reconnaissance du droit syndical en Afrique du Sud. Cette volonté de liaison avec le mouvement ouvrier a été marquée par le vote, lors du Congrès, d'une motion de soutien à la lutte des travailleurs immigrés des foyers Sonacotra.

Invité par le CAO, les représentants de l'ANC (Afrique du Sud) et de la SWAPO (Namibie), dénonçant la collaboration du gouvernement Giscard avec le régime d'apartheid, ont insisté pour qu'une bataille pour leur reconnaissance soit développée.



VIETNAM

Les premiers résultats électoraux à Hanoi

A Hanoi, 99,82% des électeurs inscrits ont participé aux élections. Seuls 125 bulletins blancs et 2565 bulletins nuls sur 840 000 ont été dépouillés.

Parmi les 22 élus de la capitale sur 26 candidats, on relève Le Duan premier secrétaire du parti, qui a recueilli 99,76%, NGuyen Long, vice-président de la république avec 99,74% des suffrages et Pham Van Dong, premier ministre 99,73%. Le président de la république, Ton Duc, obtient 99,35% et le président de l'assemblée nationale, Truong Chinh, 99,60%.

Le score le plus faible a été réalisé par un chef d'équipe d'une usine de mécanique, qui se présentait pour la première fois et a obtenu 69,36% des voix.

On peut se demander si ces résultats traduisent la réalité des opinions politiques des habitants de Hanoi et si l'emploi de telles pratiques électorales, qui évoquent fâcheusement les conceptions « démocratiques » en usage dans les pays d'Europe de l'Est, sont de nature à favoriser la lutte contre le « bureaucratisme et l'autoritarisme » contre lesquels s'élevait récemment Pham Van Dong.

PORTUGAL

LA COURSE A LA PRESIDENCE EST OUVERTE

Le Parti socialiste veut constituer un gouvernement homogène

Suite de la page 1

La bourgeoisie à la recherche d'autres moyens

Le PPD n'a pas attendu que le scrutin démontre le caractère minoritaire des partis de droite pour s'essayer à ces jeux. Un responsable du PS nous racontait, il y a quelques jours, comment l'homme le plus en vue du PPD au gouvernement (Magalhas Mota, ministre du Commerce intérieur) sabotait la pourtant timide politique de réforme agraire du ministre socialiste de l'Agriculture, Lopes Cardoso. Par exemple, en gelant l'extension des zones irriguées, en refusant de livrer les pompes indispensables.

Et ce n'est qu'un tout petit aperçu de ce que peut faire la droite dans les deux mois à venir.

Car, ne nous y trompons pas, la bourgeoisie battue ne va pas reculer et rester l'arme au pied. Elle choisira d'autres terrains, et l'exemple est encore dans tous les esprits des terrains que choisit la bourgeoisie chilienne au printemps 1973, quand les élections législatives ne lui permirent pas de réunir la majorité indispensable au renversement légal du régime de Salvador Allende. Or, le premier terrain qui se présente à elle est celui de l'armée. Le score du CDS montre l'échec pour les secteurs politiques civils de la bourgeoisie de constituer une alternative crédible au Portugal. Sous le salazarisme et le caetanisme, elle n'a pas pu constituer de véritables partis politiques. Elle n'a pas comblé l'écart qui existe aujourd'hui entre la reconstitution d'un embryon d'un appareil d'Etat après le 25 novembre et les rythmes de structuration de ses appareils politiques propres. On comprend donc que c'est dans l'armée où, après le 25 novembre nombre d'officiers de droite ont retrouvé leurs postes et où les spinolistes ont été réintégrés, que la bourgeoisie va chercher le moyen pour mener la contre-attaque après sa défaite électorale.

Les généraux dans la bataille

Déjà, les grandes manœuvres pour l'élection de la présidence de la République ont commencé. Spectacle curieux que de voir les généraux défiler à la télévision davantage pour commencer leur propre campagne plébiscitaire que pour commenter les résultats électoraux. Car, avec les pouvoirs dont il jouira, le président de

la République aura le droit de : nommer le Premier ministre, de dissoudre l'assemblée, de veto sur les lois, on comprend quel enjeu constitue pour la bourgeoisie la désignation d'un homme qu'elle rêve providentiel.

Le PPD avance déjà le nom du général Pires Veloso, l'homme qui a organisé la chasse aux 3000 cubains dans le Nord. Peut-être lui substituera-t-elle, dans un compromis de dernière minute, Ramalho Eanes (bien qu'il ait affirmé ne pas être candidat) ? Pinheiro de Azevedo est aussi sur les rangs. Avec deux mois de coalition ingouvernable et la détermination toujours affichée par le PS de former un gouvernement minoritaire homogène, la division au sein de la hiérarchie militaire peut prendre une dimension sans précédent. A tel point que le général Vasco Lourenço, membre du groupe des Neuf, expliquait dimanche soir qu'il n'était pas exclu que le candidat final à la présidence soit un civil. Or, il n'existe aucun civil qui ait le minimum de stature indispensable et de détachement par rapport aux jeux partidaires exigé par la place et la situation.

Parce qu'ils se sont délibérément liés les mains, le PCP et le PS avancent les yeux fermés dans une impasse. La bourgeoisie désormais minoritaire a montré, avec le développement d'une véritable stratégie de tension au Nord, de quoi elle était capable.

Il n'est pas sur que la classe ouvrière encouragée par sa victoire soit disposée à accepter les « bons offices » d'un homme providentiel, ou la « solution miraculeuse » pour sortir de la crise qui s'annonce que serait la formation d'un gouvernement de salut national.

On comprend dès lors que les mois à venir seront cruciaux pour la révolution portugaise.

Michel Rovère.

Les résultats définitifs des élections

Parti socialiste	1 871 462	35,01	106
Parti pop. dém.	1 283 290	20,01	71
Centre dém. et soc.	848 266	15,87	41
Parti communiste	780 004	14,59	40
Union dém. pop.	90 507	1,69	1
MRPP (maoïste)	35 751	0,67	
AOC (maoïste)	15 506	0,29	
FSP	41 020	0,78	
MES	30 814	0,58	
PRT	5 144	0,10	
LCI	16 093	0,30	
Parti dém. chrétien	27 921	0,52	
Parti pop. monar.	27 879	0,52	

LA VIE SAUVE POUR EDGARDO ENRIQUEZ !

La section de Droit du Syndicat national de l'enseignement supérieur de l'Université de Paris X-Nanterre, apprenant l'arrestation d'Edgardo Enriquez, dirigeant du MIR chilien, à Buenos-Aires le 10 avril dernier :

- 1) Exige que son arrestation soit reconnue, que le lieu de sa détention soit précisé, que les conditions dans lesquelles il est traité soient rendues publiques et respectent les garanties démocratiques.
- 2) Précise qu'elle tient le gouvernement argentin pour responsable de son sort. Elle n'acceptera pas qu'il soit livré aux polices de Pinochet, qu'il soit torturé ou maltraité.
- 3) Demande qu'il bénéficie de tous les droits de la défense, et notamment d'un avocat. S'il se confirmait qu'il n'était arrêté que pour ses opinions anti-fascistes, exige sa libération immédiate.
- 4) Appelle l'ensemble de l'Université de Paris X à intervenir dans le même sens.

Cette motion a été approuvée et votée par l'assemblée générale des étudiants en droit de Nanterre, ce même 26 avril.

L'Association des assistants de sciences économiques et juridiques de l'université de Paris X-Nanterre, réunie en assemblée générale le 26 avril 1976, tient à exprimer son inquiétude à la suite de l'arrestation d'Edgardo Enriquez, dirigeant de la résistance chilienne, survenue le 10 avril dernier à Buenos-Aires.

Elle prie le gouvernement argentin d'indiquer les causes de son arrestation et de lui assurer un traitement conforme à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme. Elle condamne la détention d'un homme pour ses choix antifascistes.

Motion adoptée à l'unanimité moins une abstention.

aux quatre coins du monde

AGNELLI : « L'ITALIE NE SERA PAS LE CHILI »

« Une situation chilienne est impensable en Italie » au cas où les communistes italiens gagneraient les élections, a déclaré Giovanni Agnelli, le patron de la FIAT dans une interview. « Il y a en Italie une bourgeoisie et une classe moyenne nombreuses et très fortes » a-t-il expliqué.

« On a dit de moi que j'étais un communiste, mieux un crypto-communiste. Ce genre de chose fait rire ». Quand on lui demandait s'il prendrait la fuite en cas de victoire de la Gauche ; Agnelli a répondu : « C'est là une manière de soulever une panique inutile. Le problème ne doit pas se poser dans ces termes : il faut lutter pour que, dans notre système, il reste des zones de liberté ». « Il y a, à gauche, des gens sérieux, préparés, j'en connais beaucoup, des socialistes, des communistes ; à Turin il y a une municipalité de gauche et il y a la FIAT, les échanges sont continus ». On dirait bien que M. Agnelli prépare l'avenir. En tout cas ces déclarations montrent bien le peu d'espoir de la classe capitaliste dans le débat sur le vote de confiance au gouvernement Moro qui s'ouvre aujourd'hui. Il faut dire que la Parti socialiste et le Parti communiste ont annoncé qu'ils voteraient contre le gouvernement.

SUEDE : « LA TAUPE » AVAIT LES RESULTATS !

Quinze mille lycéens suédois ne pourront pas passer les examens de mathématiques prévus pour ce mercredi, car les réponses à toutes les épreuves ont été publiées par le journal « Mullvaden » (La Taupe, journal de la section suédoise de la IV^e Internationale pour la jeunesse scolarisée). Nos camarades mènent en effet une campagne contre le système des notes scolaires, et ils expliquent que ce geste sert « à en démontrer l'absurdité ». Les autorités se demandent encore comment le « Mullvaden » avait pu obtenir ces résultats. Marx avait bien dit qu'il fallait de méfier de cette (jeune) taupe !

SUISSE : LE DERNIER CARRE

Les hommes du canton de Rhodes extérieurs (alpenzell) en Suisse centrale, viennent de refuser pour la seconde fois d'accorder le droit de vote aux femmes de leur canton. Ce canton où règne toujours la démocratie directe (c'est une assemblée sur la place de la ville qui a voté à main levée) reste donc à la pointe de la réaction en ce qui concerne les droits des femmes. « Pas de « femelles » chez nous » a déclaré l'assemblée. Rappelons que c'est en 1970 seulement que les femmes ont obtenu le droit de vote au niveau national en Suisse !

BRESIL

Giscard reçoit en grandes pompes le dictateur Geisel

LES PROTESTATIONS S'AMPLIFIENT

Alors que le Président Giscard décorait son homologue brésilien de la légion d'honneur, de nombreuses organisations politiques et syndicales (CFDT, FEN, Témoignage Chrétien, PSU, etc.) protestaient contre l'invitation faite par la France au « général dictateur brésilien ».

Imperturbable, Giscard n'en a pas moins rendu hommage au « dynamisme brésilien » et s'est affirmé convaincu du succès de l'entreprise de développement menée par le Brésil : « *L'entreprise est immense, personne ne doute qu'elle soit à la mesure de vos moyens, la France moins que quiconque.* »

On sait de quels moyens il s'agit. Les militaires brésiliens gouvernent par décrets, nomment les gouverneurs de province, ont le contrôle de l'économie, le droit de grève a été aboli et les salaires sont fixes par le

ministre des Finances.

L'hystérie anticommuniste a été relancée dans tout le pays avec fureur. La chasse aux sorcières a produit en deux ans des milliers de prisonniers, des centaines de torturés et des dizaines de disparus ou d'assassinés. Ouvriers, paysans, étudiants, journalistes, professeurs, membres du parti légal d'opposition (MDB), du Parti communiste brésilien (cible principale de la répression) et de la gauche révolutionnaire paient chaque jour par des souffrances terribles ou de leur vie, le prix du « dynamisme brésilien » et de leur opposition à la dictature.

Un meeting parisien se tiendra ce soir mercredi 28 avril, 20 h 30 à la Mutualité à l'appel du comité Brésil-Amnistie soutenu par le PSU, la LCR, l'OCR, la GOP et le Cédetim

APPEL DE LA LIGA OPERAIA ET DU PARTIDO OPERAIO COMUNISTA

La Liga operaia et le Partido Operaio comunista s'adressent aux organisations sœurs de la Quatrième Internationale, en particulier à la Ligue communiste révolutionnaire en France et le Groupe marxiste internationaliste (IMG) d'Angleterre, et aux autres partis politiques, syndicats et centrales ouvrières, en les appelant à manifester leur solidarité combative avec les travailleurs et le peuple brésiliens, pendant la prochaine visite du dictateur Geisel dans ces pays.

En dénonçant la super-exploitation des travailleurs, l'absence de libertés démocratiques les plus élémentaires pour les grandes masses, la torture et l'assassinat de centaines de révolutionnaires et démocrates dans les geôles de la dicta-

ture, en rendant impossible le séjour du dictateur en France et en Angleterre, vous contribuerez de manière décisive à l'usure et à l'isolement de la dictature brésilienne et vous donnerez un exemple d'authentique internationalisme prolétarien.

Pour l'organisation indépendante et pour la liberté de manifestation des travailleurs, paysans et intellectuels !

Pour le renversement de la dictature militaire, pour la légalisation de tous les partis ouvriers et populaires et pour des élections authentiquement libres et directes !

Pour la convocation d'une Assemblée constituante révolutionnaire !

Pour la solidarité internationaliste avec les travailleurs et le peuple brésiliens !

LES CAPITALISTES FRANÇAIS AU BRESIL

De nombreuses entreprises françaises ont d'ores et déjà compris le profit qu'elles pouvaient tirer du « miracle brésilien » et de la force de la dictature. Bien que largement distancées par les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale, les entreprises françaises ont investi des millions de dollars s'associant, le plus souvent, avec

d'autres groupes industriels ou financiers, qu'ils soient brésiliens ou internationaux. La plus grande partie des capitaux français sont investis dans les secteurs des minéraux non métalliques, de la chimie, de la mécanique, de la métallurgie et du textile.

Peugeot a présenté un premier projet d'investissement à la Surintendance du Développement du Nordeste (SUDENE) pour l'implantation d'une usine pour la production de moteurs Diesel, qui produirait annuellement, à partir de 1978, 50 000 moteurs, dont 20 000 seraient exportés. Un autre projet ayant pour objet la fabrication de camions, représente un investissement de 200 millions de dollars.

Michelin va installer au Brésil, dans l'Etat de Rio de Janeiro, une usine de pneus pour camions et autres poids lourds. L'investissement prévu de l'ordre de 160 millions de dollars : l'usine emploiera environ 2000 personnes.

Creusot-Loire a négocié une participation actionnaire de 15 % dans l'entreprise métallurgique « Nossa Senhora de Aparecida » (Sao Paulo), qui a un capital de 14 millions de dollars et qui produit 200 000 tonnes d'acier par an.

Rhône-Poulenc agit au Brésil par l'intermédiaire du holding « Rhodia Industrial Químicas e textéis S.A. » qui contrôle les entreprises suivantes :

- Instituto Veterinario Rhodia Merieux ;
- Rhodia produits vétérinaires ;
- Rhodia industrie chimique ;
- Rhodia do Nordeste ;
- Filene Industrial Textil SA ;
- Commercial Textil Santo Antonio ;
- Valisère ;
- Valisère do Nordeste.

Ces neuf entreprises emploient 11.807 personnes. Pour ses réalisations, elle s'est associée à d'autres groupes monopolistes internationaux : dans la branche de la Chimie elle s'est associée à Standard Oil (Indiana - USA) et dans la branche du Textile, au groupe Cavazzi (Italie).

Saint-Gobain-Pont-à-Mousson : ses activités s'étendent aux branches suivantes :

Mines, Chimie, produits de minéraux non métalliques (verre et matériaux en ciment, amiante), Bâtiment, Métallurgie, Agriculture (reboisement).

Le groupe, qui a des parts dans une série d'entreprises brésiliennes, n'est pas organisé en un holding capable de contrôler l'ensemble de son activité.

Saint-Gobain s'est associé à d'autres grands groupes, brésiliens et internationaux : groupes de BEERS (Afrique du Sud), groupe Antunes (Brésil), groupe Eternit (Belgique), groupe Boussois-Souchon-Neuvesel (France), groupe Manah (Brésil), groupe PPG Industries (Etats-Unis) et groupe Prado (Brésil).

Banque de l'Indochine : elle a des parts dans dix-sept entreprises, dont trois dans le secteur financier : Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud, « Sudameris Distribuidora de Valores » et « Sudameris Credito Financiero e Investimento ».

La Compagnie du Nord a des parts dans douze entreprises qui se concentrent dans le secteur minier des non-ferreux et dans la métallurgie.

Les ciments **Lafarge** ont des parts dans cinq entreprises.

Boussois-Souchon-Neuvesel a des parts dans quatre entreprises brésiliennes dans la branche du verre.

Louis Dreyfus a une participation dans sept entreprises dans la branche du verre, du bois et du commerce.

Le groupe **Schneider** a une participation dans sept entreprises réparties dans le secteur minier, le génie civil, la sidérurgie et la mécanique.

Le groupe **Nordon** a des parts dans une entreprise métallurgique.

Paris et Pays-Bas : très importante

participation dans le secteur financier à travers la Banque française et italienne pour l'Amérique du Sud

La **Compagnie financière de Suez** et de l'Union parisienne a des parts dans neuf entreprises.

Télémeccanique a des parts dans une industrie de l'industrie mécanique qui emploie 605 personnes.

Air Liquide a des parts dans quatre entreprises dans la branche de la Chimie.

La **CGE** a des parts dans cinq entreprises dans les branches suivantes : équipement électrique, communications, génie civil (assistance technique).

Roussel-Uclaf possède des actions dans cinq entreprises liées à la branche de la Chimie.

Péchiney-Ugine-Kuhlman possède des actions dans six entreprises liées à la branche Chimie. Dans ses activités au Brésil ce groupe est associé avec des capitaux anglais - Morgan Crucible Co LTD.

Reno-engrais possède des actions dans deux entreprises de la branche de la Chimie (fertilisants), employant 994 personnes.

Eif-Erap : possède des actions dans trois entreprises, dont la plus importante est liée à l'industrie chimique (plastiques).

Lortihois-Laurent possède des actions dans une industrie textile.

Dollfus-Mieg possède des actions dans sept entreprises dans la branche du textile.

Gervais-Danone possède des parts dans une entreprise de la branche de l'alimentation.

L'Oréal possède des parts dans une entreprise de la branche chimique (cosmétiques).

Ces renseignements sont extraits du dossier publié par le Comité Brésil pour l'Amnistie (volume 2 : chapitre 2) « L'impérialisme français au Brésil ».

MEETING CONTRE LA DICTATURE BRESILIENNE Mercredi 28 avril à 20 h 30 Mutualité (M° Maubert-Mutualité)

organisé par le Comité Amnistie-Brésil et le PSU, la LCR, l'OCR, l'OC-GOP, le PCR(ml) et le Cedetim

VIETNAM : LA SAUTERELLE ET L'ELEPHANT

par Pierre Rousset

« Les phénomènes bureaucratiques, paperassiers, autoritaires sont constants et parfois graves... »

Pham Van Dong

le leg social américain

L'impérialisme a laissé derrière lui...

- 3 à 3,5 millions de chômeurs, soit 1,5 millions de chômeurs du temps de Thieu, 1,5 millions d'anciens membres des forces armées et paramilitaires, 0,5 million de prostituées, trafiquants, ou personnes dépendant directement de la présence américaine pour subsister.
- Plusieurs centaines de milliers de prostituées, soit plus que d'ouvriers dans la région saïgonnaise.
- Sur 98 546 étudiants de l'Université de Thieu, 29 905 étaient inscrits en droit, 26 673 en littérature, 260 en agriculture et 0 (zéro) dans les études vétérinaires et les forêts...

« Je sais que beaucoup d'entre vous ont appliqué correctement la politique du gouvernement et gagné le cœur du peuple. Mais d'autres, parmi vous, ont commis des erreurs graves : ...violation de la légalité ...abus de pouvoir ...corruption ...favoritisme ...création de discorde ...arrogance. Celui qui a commis de telles erreurs doit s'attacher à les corriger. S'il ne le fait pas, le gouvernement ne pardonnera pas ses erreurs... J'espère que vous ferez des progrès ». C'était Ho Chi Minh qui admonestait ainsi les cadres de la toute jeune République démocratique du Vietnam. En octobre 1945 déjà !

Aujourd'hui comme hier, aujourd'hui plus qu'hier, la révolution vietnamienne doit faire face au phénomène bureaucratique. C'est maintenant Pham Van Dong qui, en tant que premier ministre du Nord lance le cri d'alarme : « *actuellement, les phénomènes bureaucratiques, paperassiers, autoritaires sont constants et parfois graves, à tous les échelons, dans un certain nombre de services de l'Etat, violant ainsi les droits du peuple...* » (Le Monde du 22 avril). Des mesures de contrôle des cadres sont prises, mais touchent-elles à l'essentiel ?

le décret-loi électoral

Le Parti et le régime sont indéniablement populaires. La victoire en est la confirmation. Ils répondent aux vœux de l'énorme majorité de la popu-

lation en assurant la réunification du pays. Plus, leur implantation dans les masses est d'une rare ampleur. Mais le rapport entretenu par le Parti communiste vietnamien (le PTVN) avec elles n'en est pas moins paternaliste. Les dernières élections à Saigon-Ho Chi Minh ville le confirment.

En RDVN, comme dans les zones anciennement libérées, les structures révolutionnaires sont depuis longtemps en place et les élections se déroulent sans mesures particulières. Il n'en aura pas été de même à Saigon. La mise en place des nouvelles structures administratives s'est faite progressivement, sous le contrôle immédiat du Parti. C'est de dernier qui aura désigné les membres des comités locaux, ou des comités de gestion des entreprises, avant de les « présenter » aux masses et d'en faire discuter la composition. Ce sont aussi les sommets du Parti et de l'Etat qui auront décidé des rythmes de la réunification.

Le décret-loi sur les élections au Sud présente plusieurs traits originaux par rapport à celui qui prévaut au Nord. Mme Ngo Ba Thanh, l'une des principales personnalités de l'ancienne « troisième composante » saïgonnaise, le présente en ces termes : « ce que nous considérons comme extrêmement original... c'est que les candidats aux élections doivent être présentés par les organisations révolutionnaires. C'est là une garantie nécessaire. Car dans les conditions concrètes actuelles du Sud-

Vietnam, la population, à peine libérée du régime fasciste des américano-fantoche, subit encore des influences des élections frauduleuses du passé, elle a besoin d'être guidée... » bulletin d'information du GRP du 1^{er} avril. De même, les candidats n'ont pas eu le droit de faire de campagne électorale personnelle.

vrais problèmes et vrais dangers

La libération de Saigon n'allait pas sans poser quelques problèmes réels. La politique US d'« urbanisation forcée » a fait surgir des agglomérations monstrueuses, peuplées de réfugiés-assistés, petits commerçants parasitaires, prostituées et déclassés... (voir encart). Le PCV n'a pu s'implanter que marginalement dans cette masse de population socialement désinsérée et soumise à une tentative systématique de « déculturation » de la part des USA. Son adhésion consciente à la révolution ne peut qu'être progressive. Elle dépend pour une part de sa réinsertion dans la production. Or, la direction vietnamienne a choisi de réduire la répression au minimum et la grande majorité des fonctionnaires et soldats de l'ancien régime ont recouvré leur droit de vote. Le contrôle du Parti doit donc être assuré d'autant plus étroitement.

Le Parti assume un rôle par-

tiellement substitutif par rapport aux masses, rapport clairement exprimé dans le décret-loi électoral et les explications avancées par Mme Ngo Ba Thanh. Mais c'est dans ce rapport que se logent les tendances bureaucratiques. Contre leur développement, une série de mesures ont été prises. Au Nord, des commissions de contrôle doivent voir le jour, composées de travailleurs engagés dans la production et élus. Leurs droits d'enquête dans les services administratifs devraient être étendus. Au Sud, l'appareil doit se contrôler lui-même, sous la pression des organisations de masse et des comités locaux.

Pendant longtemps, la guerre a freiné l'accroissement de privilèges économiques chez les cadres tout en renforçant le caractère « vertical » des liens entre la hiérarchie du Parti et de l'Etat à l'échelle nationale et la base. Cette pression de la guerre est maintenant terminée. Or les mesures prises jusqu'à maintenant touchent aux effets du processus de bureaucratization plus qu'à ses causes profondes. Les élections ont sanctionné la popularité du régime. Elles ont en même temps ouvert une nouvelle période, celle de la transition au socialisme en dehors de la poursuite de la lutte armée, ou le danger bureaucratique posera des problèmes, encore irrésolus, à la révolution vietnamienne.

Pierre Rousset
FIN

UN SOIR DANS LE METRO...

Voici ce qui m'est arrivé il y a quelques jours : un soir, vers 19 heures, j'entre dans le métro Marcadet ; n'ayant pas d'argent sur moi, pas de ticket, je décide de sauter par dessus le tourniquet. Il y a un employé dans la cabine. Pas un contrôleur, non, un employé de la RATP chargé de vendre les tickets. A peine ai-je sauté, que j'entends derrière moi des cris et des insultes racistes (je suis étranger et ça se voit). Comme je n'ai pas l'habitude d'accepter ce genre de choses, même si ma situation dans le métro n'est pas tout à fait régulière, je remonte aussitôt pour discuter. Je n'avais aucune intention agressive... Je pense qu'en pareil cas, une discussion calme et bien menée peut être plus profitable (surtout s'il y a des gens autour) qu'une engueulade mal comprise par des usagers qui n'ont pas assisté à toute la scène.

Je remonte donc dans les escaliers, et c'est pour me trouver face à un employé pris dans un délire raciste et anti-jeune d'une rare violence et qui tient dans une main un revolver et dans l'autre une matraque... Je passe sur les insultes (« les petits cons comme toi, il faudrait les flinguer... ») pour terminer en mentionnant que le « débat » s'est arrêté là et que j'ai préféré m'en aller. Des gens dangereux, il n'y en a pas que du côté de la rue d'Assas, et il faudrait en parler un peu plus souvent...
Alain

Les soldats du 45^e RGA de Toulouse-Balma :

- NOUS NE SOMMES PAS DE LA MAIN D'OEUVRE A BON MARCHÉ !
- NOUS NE VOULONS PAS ETRE UTILISES CONTRE LES TRAVAILLEURS !

Les appelés du 45^e Régiment de Génie de l'Air, stationné à Toulouse-Balma, reçoivent durant leur temps de service militaire une formation spécialisée de chauffeurs de poids lourds, de conducteurs d'engins mécanisés. Le travail effectué est souvent très fatigant, notamment les travaux de terrassement. Il découle de cette situation un peu particulière une série de revendications présentées par

Toulouse : de notre correspondant.

Un chantier particulièrement difficile vient d'être ouvert à Francazal. Comme si le travail de semaine ne suffisait pas, la hiérarchie tente actuellement d'instaurer un service de week-end. La réaction des soldats ne s'est pas fait attendre : nombreux ont été ceux qui ont déposé une demande individuelle - et parfaitement réglementaire - de dispense de service de week-end.

« A la suite de cette démarche, racontent les soldats du comité, le sapeur Granet a été muté à Rochefort et seize autres sapeurs ont retiré leur « 21 X 27 » (format réglementaire des requêtes régimentaires) sous la menace de sanc-

tions de la part du capitaine Picouet. Nous nous élevons contre le caractère arbitraire de la sanction. Pourquoi Granet seul a-t-il été puni alors que seize sapeurs ont fait la même démarche ? Nous exigeons la levée de la sanction. Nous nous élevons préventivement contre toute autre sanction éventuelle qui pourrait frapper d'autres sapeurs du chantier de Francazal. »

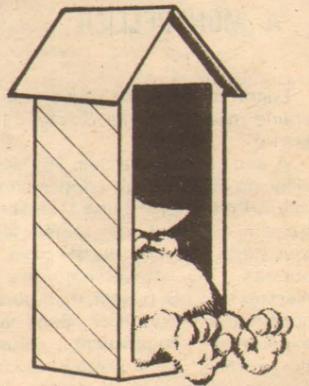
On voit que la concertation entre l'encadrement et les hommes de troupe souhaitée par le général Lagarde a encore du chemin à faire à Balma.

Mais ce n'est pas tout. « Le comité tient à rendre publics auprès des travailleurs et de leurs organisations syndicales les bruits per-

sistants qui courent au 45^e RGA. Est-il vrai que c'est sur ordre express du Préfet de Haute-Garonne que le service lourd d'intervention (SLI), le service de semaine qui mobilise vingt appelés chaque week-end a été intégralement maintenu par le chef de Corps du 45^e RGA ? Est-il vrai que cet ordre a été donné en relation avec le climat social actuel, et que le SLI pourrait être susceptible d'intervenir contre les manifestations populaires ? Trop certain du silence qui suivra ces questions, le comité demande la suppression pure et simple du SLI, arme éventuelle de maintien de l'ordre contre les travailleurs ainsi que la suppression des Services d'intervention rapides et de la Mobilisation. »



l'homme des casernes



LA FARCE DES JOURNÉES PORTES OUVERTES

Le comité de soldats du 405^e régiment d'artillerie d'Hyères nous fait parvenir un communiqué dénonçant la grande farce des journées portes ouvertes. « Des armements modernes et sophistiqués, un casernement propre et ordonné, un repas tout ce qu'il y a de plus correct, des cadres souriants et aimables, des uniformes flamboyants... mais qu'on ne s'y trompe pas, ces portes ouvertes ne le furent pas pour tout le monde. Car les artisans de cette « fête », les appelés eux-mêmes, n'eurent pas droit à la parole. Tout cela ne fut que mise en scène pour masquer la réalité quotidienne... La réalité c'est que l'appelé doit laisser à la porte de la caserne ses droits élémentaires de citoyen. En effet, les brimades, les marques de mépris, l'irrespect sont le lot quotidien. Les punitions et les motifs sont le seul langage employé devant toute discussion ou prise de responsabilité ».

« Il ne suffit pas de dire « français voilà votre armée », concluent les camarades, pour que les réformes jusqu'alors mises en œuvre garantissent toujours le respect des choix de la nation. Dans cette optique le comité du 405^e a fait le choix d'appeler les soldats à manifester avec les travailleurs le 1er mai ».

NOUVELLES PUBLICATIONS DANS LES CASERNES

● TAM-TAM, bulletin du 24^e RPIMA DE Perpignan sort une feuille plus particulièrement destinée aux « bleus » nouvellement incorporés. Mais surtout les membres du comité y lancent un appel à la participation aux manifestations du 1er Mai.

● Le Sapeur Majeur, bulletin du 32^e RG de Vieux-Brisach (RFA). Cette sortie c'est un peu la renaissance de ce comité, un des premiers à être apparu après l'appel des 100. Il a été envoyé aux appelés de l'incorpo 76/04, par laporte.

**Achetez Rouge
tous les jours
dans le même kiosque**



Un détenu à la « ROUGE, C'EST AUSSI LE PECULE DES DETENUS... »

Je lis Rouge de samedi dernier, dernière page, et je fais une gueule épouvantable !

Vous dites que Rouge c'est tout cela : « les contributions mensuelles des travailleurs en lutte, les soldes des bidasses, les pensions des retraités, l'argent de poche des lycéens ». D'accord. Moi j'achète Rouge au numéro. Je dois les payer d'avance. Ça me fait dépenser dans les quarante francs par mois. Pour gagner quarante francs, je dois travailler deux jours. Aussi fort que chez Beghin, aussi vite que chez Idéal-Standard, dans les mêmes conditions que chez Chrysler. et avec le même cœur serré que vous tous parce que dans ma prison aussi, 50% des camarades sont au chômage. Alors je dis que Rouge aussi c'est le pécule des détenus.

Je suis en train de finir cinq ans. Ces quarante balles, ils me donnent le droit de dire que le système en prend un bon coup dans la gueule. La prison ne fabrique pas que des parasites ou des épaves. Elle ne fabrique pas que des phallos. Ces quarante balles par mois, ils ne sont pas une révolte, ils sont une dignité.

Je ne cherche pas d'excuses. Ce n'est pas parce que mon père, poseur de voies à la SNCF s'est fait écrabouiller un pied par une loco que je me suis mis à voler. Ce n'est pas parce que ma mère a fait des ménages toute sa vie que je me suis mis à voler. J'ai volé longtemps et beaucoup parce que -outrecuidance imbécile- désertant les miens, je pensais rejoindre une certaine partie de la société qui vivait hors la loi, parce que la loi lui serait exclusivement destinée.

Alors, deux jours de travail, quarante balles, c'est dire que chez Lip, j'y suis, avec les filles de Prisunic, je

suis aussi, avec les éboueurs de Lille en grève, et que les coups de pied au cul des gars de la Sonacotra me font claquer des machoires... La prison nous y avons tous droit ! Il est nécessaire que les camarades au casier judiciaire vierge ne se sentent pas seulement et vertueusement concernés par la lutte contre l'injustice. La justice nue et crue les concerne tous... Si ça gêne quelque travailleur en lutte, quelque bidasse,

quelque retraité, quelque lycéen, qu'il vienne jeter un coup d'œil par dessus les murs, entre les miradores. Il verra le droguet gris souris des retraités, des bidasses, des anciens lycéens... et ceux-là, qu'est-ce qui les distingue des rares « pauvres », « caïds », « gros bonnets » ou « professionnels du braquage » rien ! Tous en droguets gris souris...

G.S. Détenu de droit commun.

CE GOUT DE MORT...

Il manque quelque chose à Rouge... c'est de parler de ce goût de mort qu'on a dans la bouche en arrivant au boulot, des ces odeurs de ferraille et de poussière dans les catacombes de la RATP. Cette vie quotidienne qui, chaque jour, nous est rendue plus malade, sinistre, désosée, déconforte. Bien sûr, il ne faut pas parler que de ça. Il faut avancer des perspectives, des analyses, faire état des luttes... Mais revenir au point de départ, la vie physique, castrée maintenant, c'est essentiel. Parler de l'envie de faire l'amour le matin au moment de partir au boulot, et c'est impossible parce qu'on va arriver en retard et qu'on est déjà si souvent en retard ; parler de la confiture à l'orange comme le camarade Nîmes ; de tous les aspects de la résistance à la cadavérisation. De ce point de vue,

Libé est plus vivant, quoique sans perspectives politiques.

De ce point de vue, Libé vivant, quoique sans perspectives politiques. Je suis loin d'être un « spont », je suis militant de la Ligue et responsable syndical CGT. Mais je crève de la vie telle qu'elle est. Je ne milite pas par pur dévouement mais pour en finir avec cette vie là. Et j'enrage que Rouge ait du mal à se dégager de ce sérieux mortel...

Je crève de passer toutes ces heures pour rien (que de l'argent) au boulot, au métro, sans la moindre satisfaction, le moindre plaisir... J'aime la vie. Les gens autour de moi à qui je fais lire Rouge (au boulot surtout) disent poliment que c'est intéressant, et puis ils s'en vont lire Libé...

Vive la vie, vive la révolution !

Gilles

COURRIER DES LECTEURS



TOUS DANS LA RUE LE 1^{er} MAI

17 COMITES DE SOLDATS ONT DEJA APPELE A DEFILER LE 1^{er} MAI

Six nouveaux comités se sont joints à l'appel pour les manifestations du 1^{er} mai de huit comités de soldats (Rouge du vendredi 23 avril). Au total, dix-sept ont d'ores et déjà pris position pour participer aux défilés. Il s'agit des comités suivants : 75^e RI de Valence, 2^e RA d'Orléans, 25^e RA de Thionville, 5^e RD de Tübingen, 24^e GCM de Tübingen, 613^e CI de Tübingen, 405^e BCS de Tübingen, 8^e GCM de Saarburg, B.A.116 de Luxeuil, Lure, 151^e RI de Moulins-les-Metz, BN de Loriet, BN de Cherbourg, 24^e RIMA de Perpignan, Belfort, BA 914 de Romilly/Seine, 405^e RA de Hyères.

Nous rappelons ci-dessous le texte de l'appel : « Le 1^{er} Mai est la fête internationale des travailleurs. Depuis plusieurs années déjà, des soldats ont tenu à affirmer leur solidarité par leur présence dans les manifestations ouvrières. Cette année, à nouveau, nous appelons les soldats, marins, aviateurs à manifester massivement dans les cortèges syndicaux, pour affirmer leur solidarité de ce combat avec els travailleurs et défendre leurs propres revendications :

- Arrêt immédiat de la répression et dissolution de la sécurité militaire
- Liberté d'organisation dans les casernes et les bases
- Conditions de vie décentes pour les appelés et les engagés.

Tous dans la rue le 1^{er} Mai !
Soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur !

COMMUNIQUE DES SYNDICATS DE LA POLICE NATIONALE (CGT)

La Fédération CGT invite tous les militants et adhérents qui ne sont pas de service à participer en grand nombre aux défilés, meetings, rassemblements du 1^{er} Mai, afin d'exprimer leurs aspi-

ration particulières et aussi leur solidarité avec les travailleurs.

COMMUNIQUE DU MOUVEMENT ACTION SANTE (MAS)

A l'heure où les travailleurs se battent pour de meilleures conditions de vie et de travail, 1500 médecins dont ni l'honnêteté ni la compétence ne sont contestées, sont interdits d'exercer leur métier, parce qu'ils remettent en cause une médecine centrée sur le profit.

Le Mouvement action Santé appelle donc les médecins qui rejettent une telle conception de la médecine à défiler le 1^{er} Mai, au côté des travailleurs et de leurs organisations.

Rendez-vous samedi 1^{er} Mai à 14 h 30, angle de l'avenue Daumesnil et de la rue de Lyon.

VENTE DU LIVRE NOIR SUR LES CASERNES

Samedi 1^{er} Mai sera l'occasion de diffuser le « livre noir » sur la répression dans les casernes préparé par le « Comité national pour la libération des militants et soldats emprisonnés ». 3 000 exemplaires restent disponibles auprès des différentes organisations qui soutiennent le comité, auprès de leurs librairies respectives et auprès de Plitique-Hebdo. Le prix de vente est de 2 F. Il a été réalisé par le Comité anti-militariste, le Comité de défense des appelés, Information et droits des soldats. Ce travail unitaire est un résultat précieux et exemplaire à mettre à l'actif du Comité national. C'est donc une excellente occasion pour ceux qui défendent les droits des soldats contre les militaristes bourgeois de faire une apparition commune.

Le 1^{er} Mai, partout en France, diffusez et vendez « le cahier noir contre la répression dans les casernes ».

1^{er} MAI 1890 : MASSACRE A FOURMIES

« Vous comprendrez que l'unique remède est dans la fin de ce divorce entre le travail et la propriété, et vous viendrez en masse au socialisme », expliquent les socialistes français dans leur appel au 1^{er} Mai. En 1891, la force des manifestations est encore plus grande qu'en 1890 et atteint de nouvelles villes.

Aux portes de Paris, à Clichy, des échauffourées se produisent. Mais c'est à Fourmies, dans le Nord, que les événements prennent un tour tragique.

Dans la nuit du 30 avril au 1^{er} Mai, la troupe occupe la ville. Le 1^{er}, sur la grand-place noire de monde, un groupe de 200 jeunes gens et femmes arrive pour demander la libération des prisonniers politiques. Et soudain, sans sommation, la troupe fait feu. « C'est la première fois qu'on utilise des balles sur des cibles vivantes. Qui plus est, dans un champ de tir de 60 mètres à peine, alors que la hausse à balles perdues porte 2 400 mètres ! » note Maurice Dommanget (1)

Hommes, femmes, enfants... 80 personnes sont touchées. Quelques jours plus tard dans un débat à la Chambre, Georges Clémenceau le futur boucher de 14 /18 s'exclamera « c'est le 4^e pouvoir qui se lève et qui arrive à la conquête du pouvoir... »

(1) Histoire du 1^{er} Mai — Collection Archives et Documents.

notes politiques

DES MILITANTS DU PS INTERPELLES PAR LA POLICE

Une délégation de la fédération de Paris du Parti socialiste et du groupe socialiste à l'Hôtel de Ville a été interpellé hier matin par la police alors qu'elle manifestait son opposition à la visite du tortionnaire brésilien Geisel.

Sa banderole - « Geisel bourreau du peuple brésilien » - a été déchirée par les flics avant que les militants soient embarqués au commissariat du 4^e arrondissement pour « vérification d'identité ».

La fédération de Paris du Parti socialiste proteste dans un communiqué contre « de tels procédés qui, dit-elle, sont une atteinte à la liberté d'expression la plus élémentaire et qui soulignent un fois de plus la complicité du gouvernement français et d'un gouvernement notoirement fasciste ».

HAUSSE DES PRIX DE 0,9 % EN MARS

Selon Fourcade, la hausse des prix pourrait être de 0,9% en mars. Ce qui ferait une inflation record de 2,7% durant les trois premiers mois de l'année. Rappelons que, selon l'indice de la CGT, la hausse avait été de 0,8% le mois dernier, et de 3,1% depuis le début de 1976.

AFFAIRE MOHAMMED DIAB (SUITE)

Hier la 11^e chambre de la cour d'appel de Paris, la sous-brigadier de police Marquet a daigné se montrer. Cet homme qui, en 1972, dans un commissariat de Versailles, avait abattu un travailleur algérien Mohammed Diab, ne s'était pas présenté le 13 avril devant la cour. Au dernier moment, en effet, il s'était fait porter malade.

Hier, la cour a constaté avec satisfaction sa présence. D'autant plus que l'expert qui l'a examiné n'a pas trouvé de « troubles fonctionnels graves, d'origine hépatocardiaque », mais uniquement « un petit état dépressif ». C'était sans doute, pour lui remonter le moral que cinq de ses « collègues » l'accompagnaient. L'affaire sera citée à l'audience du mercredi 9 juin.

MEETING DE LA LCR A NANTES, CE SOIR.

La section nantaise de la LCR organise mercredi 28 avril à 20 h 30, salle F. Vasse à Nantes un débat autour des trois questions suivantes : comment gagner les luttes, comment imposer les revendications ? Faudra-t-il supporter ce pouvoir minoritaire jusqu'en 1978 ? Comment les révolutionnaires peuvent-ils intervenir efficacement aujourd'hui ?

D'autre part, elle lance un appel à la constitution d'un cortège unitaire des révolutionnaires, le 1^{er} Mai, lors de la manifestation syndicale appelée, pour la première fois depuis de nombreuses années, par la CGT et la CFDT.

Les présidents d'Université négocient avec Saunier-Seïté

NON LA GREVE ETUDIANTE NE SERA PAS BRADEE POUR UN PLAT DE LENTILLE.

Un vulgaire plat de lentilles. Comment qualifier autrement les prétendues concessions du Secrétaire d'Etat aux Universités devant lesquelles devrait s'apaiser la grève étudiante ? Comment qualifier autrement le maigre repas devant lequel se sont attablés les présidents d'Universités le lundi 26 avril ?

De quoi s'agit-il ? D'un fier service rendu à Alice Saunier-Seïté par la direction du SNEsup et les présidents d'Université qui lui sont affiliés. Car, il y a de quoi être surpris. Alors que le pouvoir joue l'inébranlable, se refuse au moindre recul devant la grève étudiante qui dure depuis deux mois déjà, et répète sans cesse que la réforme sera maintenue, on les a en effet vu, ces derniers jours, faire tout leur possible pour lui sauver la face. Un scénario en trois actes, jusqu'à ce jour.

Lors de sa « CA extraordinaire » du 23 avril, la direction du SNEsup donne le ton : elle ne parle plus désormais d'abrogation de la réforme du deuxième cycle mais d'un « simple retrait des textes ». Le lendemain, à l'occasion de la réunion à Orsay de Conseils d'Université contrôlés par la gauche et que le PC et le PS vinrent saluer, cinq points « pour que la négociation s'engage » sont déterminés. Et le 26 avril, les sommets sont atteints, quand la commission permanente des présidents d'Université rencontre Saunier-Seïté. Soucieux, selon leurs propres termes, « de permettre la reprise et la poursuite de l'activité pédagogique et scientifique des universités dans l'immédiat », ils ont tout bonnement engagé une négociation avec le secrétaire d'Etat sur le dos du mouvement étudiant. Une négociation en catimini, conforme à la tradition bourgeoise, sans que de part et d'autre, les déclarations soient publiques. Une négociation en douce où le vague règne

sur ce qu'aurait concédé Saunier-Seïté. Une négociation que l'Humanité passe sous silence tout en ouvrant sa première page par un combatif « pour imposer la négociation », mais qui permet en revanche à France-Soir de titrer sans ambiguïté : « Universités : c'est le dégel ».

UNE CAPITULATION

Surtout, une négociation dont le point de départ ne fut aucunement l'exigence de l'abrogation pure et simple de la réforme du second cycle portée par les manifestations étudiantes, mais huit « objectifs » amendant la procédure d'application de l'arrêté, la légalisant. Les voici : le maintien des activités pédagogiques et scientifiques existantes, le haut niveau scientifique et culturel des formations nouvelles, la continuité entre licence et maîtrise, le caractère national des diplômes, la stabilité des habilitations, le rôle exclusivement consultatif des « groupes d'études techniques » et l'intervention de la conférence des présidents dans leur désignation, enfin l'attribution de moyens supplémentaires. Un programme bien timoré et qui ne remet aucunement en cause le fond même de la réforme, tel que l'institue l'arrêté et non sa circulaire d'application. Rien n'est dit sur l'intervention deshons et la professionnalisation des formations qui signifient qu'elles doivent être créées et organisées en fonction de leurs besoins en main d'œuvre. Rien n'est dit de l'éclatement des formations, du cloisonnement qui signifie que chaque université, par la force des choses et l'autosélection, ne pourra offrir tout éventail de formations. Rien n'est dit précisément de la rentabilisation et donc de la relativisation de la recherche malgré les demandes générales et

platoniques de « moyens nouveaux » ou de maintien du « niveau scientifique des nouvelles formations ». Des demandes imprécises qui ne s'attaquent point à l'esprit de la réforme, qui n'entraînent pas réellement ses objectifs généraux.

En fait, il ne s'agit guère là que du nuage qui doit envelopper une capitulation pure et simple. Car, qu'a concédé Saunier-Seïté à ces pourtant bien timides demandes ? Presque rien. Selon France-Soir que « l'accès à la licence ne sera qu'exceptionnellement limité » et que « la délivrance des diplômes reste sous la responsabilité des présidents ». Selon d'autres informations, elle aurait simplement affirmé que la licence « ne sera pas un blocage », rassuré sur le maintien des activités existantes et rappelé que la conférence des présidents n'est qu'une instance consultative. Sa seule phrase explicite : la circulaire d'application « serait nécessairement remplacée par une autre », recul déjà concédé le 13 avril lors d'une rencontre avec la FEN. Enfin elle aurait soumis un texte faisant de nouvelles propositions aux présidents. Evidemment, son contenu précis reste confiné aux murmures des couloirs.

Mais de si maigres réflexions n'empêchent pas nos dociles « négociateurs » de déclarer qu'« une issue est maintenant possible ». Ainsi, Jean Pierre Kahane, président de l'Université d'Orsay et l'un de leurs chefs de file, a convoqué hier une AG du personnel de sa faculté. Pour appeler à l'arrêt de la grève, pour exiger une comptabilisation des heures d'enseignement supprimées par la grève et pour demander la mise en place de cours de rattrapage ! Bref pour que tout rentre dans l'ordre. Le comité de grève enseignant d'Orsay et les étudiants ont répondu en refusant le rattrapage, en

maintenant les dispositions votées par les assemblées générales de préparation collective des examens sur le seul programme effectivement étudié. Un premier exemple de riposte à ceux qui, sans vergogne, veulent brader la grève étudiante.

J.K.

revue de critique communiste

André Arthous, Daniel Bensaïd

« Que faire ? » (1969) et la création de la Ligue Communiste (1969)

Henri Weber

Stalinisme et métaphysique

Pierre Roussel

Stalinisme, centrisme et « communismes nationaux »

Denis Arien, Jean Michels

La perversion, l'amour et la révolution

Camille Scialabini

Que faire de la psychanalyse ? Ou pourquoi la publier ?

Denis Berger

Cours, militant, le surréalisme est derrière toi !

Alain Joxe

La crise de l'armée française et les révolutionnaires

Henri Luzzu

Ennuis de scaphandre ou Radieu et la contradiction

Les photomontages sont de Mieczyslaw (DR)

Directeur de la publication : Henri Weber

10, impasse Guéméné, 75 004 Paris (pour toute correspondance)

Abonnement 10 numéros : 60 F.

N° de la Commission paritaire 9551

Foyers Sonacotra

LA NEGOCIATION SEPARÉE C'EST LA DIVISION

● **Scandaleux propos racistes du directeur de la SONACOTRA, Claudius-Petit, député centriste,**

Monsieur Eugène Claudius Petit, député CDP de Paris et président de la Sonacotra a déclaré hier à la radio « Certaines chambres, qui sont dotées de lavabos, ressemblent plus à une chambre d'étudiant qu'à une chambre dans laquelle on s'attendrait à trouver un travailleur maghrébin ». Des lavabos ! Mazette ! Mais de quoi se plaignent-ils donc ?

Vraiment, monsieur Claudius-Petit, vous n'avez pas le sens de la décence. Mais au-delà de ces

propos mi-odieux, mi-bouffons, la politique gouvernementale se fait aujourd'hui dangereusement précise : un peu d'esbrouffe pour la galerie, mais sans trop y croire, et surtout l'attaque frontale. En silence, les convocations d'immigrés se multiplient (6 au foyer de Garges à 690 F l'une), les intimidations également, comme en témoigne la descente au foyer de Nanterre lundi. Et, s'ils ne peuvent frapper trop lourdement par crainte de l'opinion publique, ils diversifient leurs

moyens mais l'objectif reste le même : casser le mouvement des résidents, ou, au moins, lui porter des coups sérieux.

Dans le même temps, on laisse une porte ouverte qui est celle d'un piège. De Charette, chef de cabinet de Dijoud, déclare « Il y a des possibilités de discussions, cas par cas ». Traduisez : essayer de diviser le mouvement, de le ronger pour l'affaiblir, en accordant tel ou tel avantage à quelques foyers.

Il y a bien évidemment là un très gros danger : si les résidents acceptaient cette « ouverture », ils verraient leur unité voler en éclats, et partant leur force.

Le PCF tombe dans ce piège en acceptant la négociation, foyer par foyer, comme à St Denis ou comme il le propose au foyer des Mureaux, ou lorsque défendant Moussa Konate, l'un des seize expulsés (ce qui est très positif) il semble oublier les quinze autres.

Le gouvernement veut pousser à la pointe de la matraque les grévistes vers l'issue fatale de la division, de la négociation séparée.

Cela, le comité de coordination, seule instance élue et représentative des grévistes le refuse : il se prononce pour la continuation de la lutte d'ensemble, pour une négociation d'ensemble sur les revendications avancées depuis 15 mois et pour la levée de tous les arrêtés d'expulsion. Dans l'unité de tous les résidents. Dans l'unité avec les ouvriers français.

Joseph Cabrol

NOTIFICATION

Jacques CLÉMENT
HUISSIER DE JUSTICE
7, Av. Georges-Clément
93160 MONTMORENCY

L'an mil neuf cent soixante seize et le **Vingt Trois AVRIL**

A la requête de la société NATIONALE DE CONSTRUCTION DE LOGEMENTS POUR LES TRAVAILLEURS, dite SONACOTRA, société anonyme d'Economie Mixte, ayant siège social à Paris 42, rue Cambonne, agissant poursuites et diligences de son Président Directeur Général, Monsieur Claudius Petit, domicilié au siège

Elisant domicile en mon Etude

J'ai, Jacques CLÉMENT, huissier de justice à Montmorency, y demeurant, 7, Avenue Georges-Clément, notifié

DIT ET RAPPELE A :

ARNDT	100
BONNET	100
CHARENTA	100
MARTEL	100
RENAUD	100
SCHNEIDER	100
Z...	20

Comme ci-après

demeurant FOYER HOTEL D'ERMENT rue François Plasson prolongée

Qu'il se trouve hébergé à cette adresse dans le Foyer Hôtel appartenant à la société requérante et géré par elle dans les conditions d'un règlement intérieur aux dispositions duquel il a adhéré ;

Qu'il était notamment prévu à l'article 3 de ce règlement que le prix de journée d'hébergement est payable d'avance, dans les cinq premiers jours du mois, et, à l'article 9, qu'à défaut de respecter cette disposition, le contrevenant pourrait être exclu du foyer après un préavis d'au moins 8 jours ;

Que sans motif valable, le sus-nommé avait cessé de payer sa participation aux frais d'hébergement dont il est redevable ;

Que par les présentes, la société requérante lui donne le préavis prévu à l'article 9 ci-dessus visé et qu'il lui est ainsi déclaré qu'à défaut par lui d'avoir libéré le foyer dans les huit jours des présentes, la société requérante se pourvoira ainsi qu'il appartient ;

Sous toutes réserves ;



Les menaces se précisent contre les délégués. Nous reproduisons la notification d'huissier que de nombreux délégués viennent de recevoir.

Pour Dijoud pas de droits politiques aux immigrés

« Le travailleur immigré doit avoir le sentiment d'être chez lui en France, mais cela n'autorise ni les délits, ni la participation à une agitation irresponsable... » Voilà ce que déclarait Dijoud lundi qui concluait : « ainsi il ne doit pas participer au débat politique engagé par des organisations qui veulent minimiser l'effort mené actuellement par le gouvernement ». Pour Dijoud, le travailleur immigré n'a donc qu'un seul droit : se taire.

A l'inverse en Suède, le gouvernement a accordé aux travailleurs immigrés un certain nombre de droits, entre autre celui de participer aux élections municipales. Ainsi, on peut lire dans une brochure qu'il a sorti en quinze langues : « ... en tant qu'immigrant tu as en pratique les mêmes droits que les suédois, à part quelques exceptions comme le fait que tu ne peux pas voter aux élections parlementaires... Tu as le droit de faire connaître tes idées oralement comme par écrit. Tu as le droit d'organiser et de participer à des réunions de différents types... Tu as le droit de manifester tes opinions dans un lieu public, seul ou en groupe... Personne ne peut t'empêcher, toi et d'autres, de fonder une association ou de t'affilier à celle de ton choix... »

vie syndicale

Roussel UCLAF (Romainville) : La CGT perd 5% des voix dans le collège ouvrier au profit de la CFT.

Les trois mille travailleurs viennent d'élire leurs délégués professionnels pour 1976. La CGT obtient globalement 44,2% des voix, la liste commune CFDT-FO : 25,85% ; la CFT enfin : 29,94%. Une CFT qui emporte 30% des suffrages dans des élections non truquées, voilà qui mérite explication. Apparue aux élections de 1972 après les licenciements (1000) de 1971, elle a enlevé d'emblée 20% des voix, sans violence, en prenant l'allure d'une section FO-Bergeron (la section FO regroupe uniquement des militants et sympathisants de LO).

Cette CFT conserve cependant un point de vue commun avec celle - plus traditionnelle - de l'automobile : elle est sans équivoque possible « la voix de son maître ». Car chez Roussel, le duo patron-CFT est le meilleur instrument de la direction du personnel. La CFT revendique un jour tout ce que la direction a prévu d'accorder quinze jours plus tard. Elle attaque systématiquement les « syndicats marxistes et démagogiques » (entendez la CGT, CFDT, FO).

Le congrès du syndicat CGT de l'Enfance inadaptée s'ouvre aujourd'hui à Bordeaux. Il durera jusqu'au 29 avril.

● La Vie Ouvrière sort un numéro spécial 1^{er} Mai. Au sommaire : - Une enquête sur l'empire Michelin, avec des reportages sur des usines du trust en Italie, en Espagne, et en RFA, et un interview de Pasqué, de la fédération CGT des industries chimiques. - Un dossier « spécial-adhésion » qui comporte une rubrique « vrai ou faux ? » sur la réalité de la CGT : la CGT est la plus importante

organisation syndicale de France (vrai), la CGT défend les exploités (vrai), la CGT c'est Georges Séguy (vrai et faux), la CGT est une organisation syndicale démocratique (vrai), le CGT est riche de la diversité de ses adhérents (vrai), la CGT respecte les convictions de chacun (vrai), la CGT soutient le Programme commun (vrai), la CGT fait trop de politique (faux), etc.

Un tel résultat n'était cependant pas fatal. Il était possible d'enrayer la progression continue de la CFT depuis 1972, à condition d'opposer à cette annexe patronale un front uni des organisations syndicales. C'était le sens de la proposition faite par la CFDT à la CGT pour des listes communes sur la base de la plate-forme intersyndicale définie au mois de novembre. A cette proposition la CGT avait répondu avec morgue que le pluralisme syndical était un fait, et qu'il serait « dérisoire de faire des listes communes sur des objectifs limités ». On peut juger sur pièce des résultats de ce refus de l'unité.

Correspondant.

NANTERRE : ECHEC A LA POLICE

● **Les immigrés relâchés grâce à une riposte rapide**

● La mine a encore tué

Vendredi 23 avril 1976, Gilbert, mineur de 18 ans, est mort au siège de Merlebach (Lorraine). C'est le quatrième sur le même siège depuis 2BUT 1976. Les syndicats CGT, CFDT, FO, CFDT, du bassin houiller ont décidé d'une journée de grève de 24 h sur le siège pour le 27 avril, jour de l'enterrement. Cinq mille mineurs en grève à

Merlebach, soit 50 % des effectifs le matin et 80 % l'après-midi. Sur les autres puits du bassin houiller, une grève d'une heure a été organisée à chaque début de poste. Pour la première fois depuis de nombreux mois, la lutte pour la sécurité dans les mines s'organise unitairement.

Correspondante

Les travailleurs du foyer de l'ADEF à Nanterre, rue Rouget de l'Isle étaient grève depuis quatre mois. Pour la diminution du prix des loyers et l'augmentation de la part patronale dans les subventions du foyer notamment. Un comité de grève menait les négociations avec la direction de l'ADEF. Un représentant des résidents avait pris sur lui de signer un accord, qui ne satisfaisait qu'une partie des revendications. Mais les travailleurs de foyer, considérant que cela n'était qu'un pas vers la satisfaction totale ont décidé de refuser l'accord et de continuer la grève.

C'est alors que la direction fit intervenir les flics. Ceux-ci arrêtèrent cinq immigrés et huit camarades français venus les soutenir, deux instituteurs responsables départementaux du SNI, plusieurs responsables de l'UL-CFDT Nanterre, ainsi que des membres du Comité anti-raciste. Une réunion se tient alors immédiatement à l'intérieur du foyer : il y a là, outre les camarades déjà cités, le maire de Nanterre, communiste, le responsable de l'UL-CGT, le secrétaire de section du Parti communiste, un représentant de l'Amicale des Algériens, le consul d'Algérie. Le maire et la représentant de la CGT jugent sage d'accepter les propositions de la direction. Un camarade de la LCR propose à toutes les organisations et camarades présents de se rendre à la Préfecture pour obtenir la libération des camarades.

Et ce sont finalement plus de 100 personnes, dont nombre de résidents de la Cité universitaire, descendus de leur chambre, qui se rendent à la Préfecture. Le maire, qui avait tout d'abord refusé de se joindre à la délégation, finit par la rejoindre. La police doit céder : les interpellés sont libérés. Notons qu'ils avaient été déshabillés et pris en photo pendant leur détention. Une réunion se tenait hier soir à l'UL-CFDT pour décider la continuation du soutien. Le PCF et l'UL-CGT n'y participeront pas. Serait-ce une action aventuriste que celle qui a abouti à la libération des camarades immigrés ?

Correspondant Nanterre.

Grèves tour nantes à l'EGF

Lancées à l'appel de la seule CGT, les grèves par réseaux ont débuté hier où elles ont touché la région parisienne, la Normandie et le Nord. D'autres régions seront touchées aujourd'hui. La revendication essentielle de la CGT est une augmentation

de 15% des salaires. La CFDT, qui se bat pour une augmentation uniforme, a refusé de s'associer à l'action.

Pareille situation s'était déjà produite lors du précédent mouvement. La division syndicale pèse lourd à l'EGF où chaque centrale syndicale avance sa propre plate-forme. La mobilisation s'en ressent, surtout pour de telles journées éclatées et sans réelles perspectives. De plus, la proximité d'échéances électorales pour le personnel d'EGF entraîne des surenchères de la part de certaines centrales désireuses de se « placer » pour les élections.

La direction annonçait 40% de grévistes, chiffre à prendre avec les précautions d'usage, mais qui semble marquer un recul par rapport à la précédente grève. La fédération CGT, de son côté, a refusé de nous donner son évaluation, expliquant que les chiffres étaient donnés « uniquement de façon interne ».

Un mouvement donc relativement important mais qui concrétise une division du personnel plus qu'il ne semble donner de réels moyens d'obtenir satisfaction pour les agents de l'EGF.

LMT-CGCT Ericsonn

LES GRANDES MANOEUVRES DU TELEPHONE

● des usines neuves « créatrices d'emplois » ● des usines-bagnes où évanouissements et crises de nerfs se multiplient ● d'obscurcs tractations entre le gouvernement et ITT ● plusieurs millions de travailleurs menacés de se retrouver sur le carreau

Que restera-t-il de la « vocation électronique » de la Bretagne ? On a parlé des jours derniers de l'imminence du rachat de LMT par Thomson. Cette opération serait la 1ère phase d'une restructuration de l'ensemble du secteur électronique qui concernerait tout particulièrement la Bretagne où sont implantées bon nombre des entreprises concernées.

Avec un CAP de couture...

La « vocation électronique » de la Bretagne a été en effet depuis plusieurs années le cheval de bataille privilégié des notables et du pouvoir en matière d'industrialisation. Rennes, Lannion, Brest, notamment, on vu s'implanter plusieurs usines importantes (CGT, LMT, Ercyon...). Usines neuves et propres, création d'une dizaine de milliers d'emplois : ces implantations furent présentées comme de grandes réussites de l'aménagement du territoire. IN 1mn s'en servit comme de vaçade ; elles eient pourtant un revers qui n'était pas reluisant. Des

emplois étaient créés mais pas l'importe lesquels : en grande majorité des postes d'OS, payés au SMIG, destinés à la main d'œuvre féminine abondante dans la région. Un inspecteur d'Académie avait avoué à ce propos que les CET de couture maintenus malgré l'absence de débouchés dans le textile trouveraient là un nouvel usage : mettre à la disposition de l'électronique des mains féminines habiles et habituées aux tâches de précision dont les patrons n'auraient pas à payer la qualification (DANS LA GRILLE DES CLASSIFICATIONS DE L'ELECTRONIQUE « UNE OS est une OS, CAP ou pas).

Les bras en Bretagne, les cerveaux à Paris.

La CFDT vient de publier la répartition du personnel suivant les qualifications entre les diverses usines de la Thomson : elle est éloquent : les bras en Bretagne, les cerveaux à Paris.

Dans ces usines de montage à la chaîne, les condixugffhcoravail

furent portées à la limite du supportable. Ce travail au rendement devin la règle. L'été dernier à ECICSONN Brest la direction dut un jour fermer l'usine à midi : il y avait eu 25 évanouissements et crises de nerf dans la matinée et la révolte menaçait.

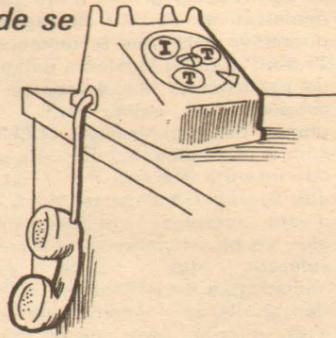
	Ing	Tech	Ouvriers
Malakoff	14 %	29 %	34,5 %
Bagneux	29 %	35 %	12,8 %
Brest	5 %	23,5 %	49,6 %

Il n'y avait donc pas de toute façon, de quoi pavoiser à propos de cette vocation électronique. Vocation à la sur-exploitation et à l'humiliation davantage qu'au développement. Cette industrialisation-là n'avait qu'un argument pour elle : c'était la seule. L'ironie de l'affaire est qu'elle risque aujourd'hui de s'effondrer laissant plusieurs milliers de travailleurs sur le carreau, déjà bien garni du chômage.

Une vaste redistribution des cartes.

L'appel d'offres lancé il y a un an par le gouvernement pour la construction dans les années à venir de plusieurs milliers de centraux téléphoniques ultra-modernes, intégralement électroniques a été le point de départ d'une vaste et complexe redistribution des cartes dans ce marché. Ce qu'on peut en savoir actuellement n'est pas rassurant pour les travailleurs de la branche, ni pour la Bretagne.

D'abord le nouveau modèle de centraux exige trois fois moins de main d'œuvre pour sa construction que l'ancien. Ensuite, la passation des énormes marchés à conclure avec l'Etat va exiger des fusions et regroupements entre la Thomson, Ericsonn et la LMT ou la CGCT (2 filiales ITT). Or on sait d'expérience que de telles opérations sont toujours l'occasion d'un « aménagement des effectifs » ; on a appris



également qu'elles donneraient lieu en l'occurrence à un déplacement d'activité vers Toulouse et le Sud-Ouest.

De plus, il se déroule entre le gouvernement et ITT des tractations assez obscures, le modèle de central qui va sans doute être choisi par les PTT est « français » en ce sens qu'il a été mis au point par la filiale française d'ITT. Mais ITT s'est assuré la propriété du brevet et des royalties considérables. En contrepartie, pour ne pas avoir l'air de « vendre le téléphone français » aux américains comme il l'a fait pour l'Informatique, le gouvernement exige d'ITT un certain désengagement dans ses implantations françaises qui doit notamment se traduire par la vente d'une de ses filiales (sans doute la LMT) à Thomson.

S'il se confirme que le gouvernement, après avoir encouragé l'implantation d'ITT dans l'Ouest et en Bretagne encourage maintenant son désengagement, les conséquences de ces incohérences sur l'emploi ne tarderont pas à se faire sentir. Déjà à Redon une usine LMT toute neuve est restée vide depuis sa construction. Il est urgent qu'une riposte coordonnée de tous les travailleurs de l'électronique s'organise pour as laisser le champ libre à ces grandes manœuvres lourdes de menaces. C'est une nouvelle bataille des travailleurs bretons pour le droit de vivre et travailler au pays qui s'engage.

A.M. Correspondant Brest.

LE 7° PLAN ET L'AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI

Le 7° Plan, concernant le développement de l'ANPE, part de l'hypothèse (!) d'un maintien du chômage au taux actuel et d'un accroissement, pour la période 1975-1980, pour certaines catégories : femmes, jeunes, immigrés. C'est dire si le plan du gouvernement est cynique quand il parle de reprise économique.

Pour la durée du 7° Plan, le budget total de l'Agence doit être de trois milliards de francs actuels, ce qui constitue une forte augmentation. Pourtant une question se pose : où va passer l'argent ? En effet, dans le même temps, le plan prévoit de ne plus recourir à des recrutements d'agents mais de réserver au gouvernement le droit d'« adapter périodiquement les effectifs de l'Agence à la conjoncture au moyen de crédits débudgetés ». Ce qui, en clair, signifie un accroissement du recours aux vacataires.

Où va passer l'argent ? Le personnel de l'ANPE le sait bien, d'expérience. Il va servir à louer à des promoteurs immobiliers des locaux luxueux et souvent inutilisables. Ainsi à Paris l'agence du XV° arrondissement, il n'y a pas d'aération, pas de fenêtre, mais... de la moquette du sol au plafond. Dans les années qui viennent, de nouvelles agences doivent ouvrir sur Paris, qui sera divisé en trois sections (il n'en existe qu'une ac-

tuellement). Gageons que les promoteurs sauront être généreux en pots-de-vin pour emporter le marché. Et il ne s'agit que de Paris. Or l'ANPE, toujours d'après le 7° Plan, devrait passer de 550 points d'implantation à 1 000.

Le 7° Plan et les conditions de travail

Jusqu'ici la charge de travail était calculée en fonction du nombre de demandes d'emploi enregistrées. Un agent pour 333 DEE. Lequel chiffre est passé en 1975 à un agent pour 424 DEE. Si bien que le 7° Plan abandonne ce mode de calcul, pour en inventer un autre. Les effectifs seront dorénavant calculés et répartis non pas en fonction du nombre de chômeurs mais du nombre d'entreprises situées dans la circonscription de chaque unité.

Cela signifiera à terme un accroissement énorme de la charge de travail, notamment pour les agents des bureaux de l'ANPE. En fait, tout cela est cohérent. Il s'agit d'adapter l'ANPE aux besoins du patronat, dans une période où un volant de chômage se stabilise autour d'un million. Giscard a beau dire que le chômage va bientôt diminuer. Le 7° Plan, lui, dans ses prévisions, ne s'y trompe pas.

Correspondant

en lutte

La police est intervenue hier matin, à 6 heures contre les piquets de grève formés devant les dépôts de la Transformation des résidus urbains (TRU), entreprise chargée du ramassage des ordures à Lille. Tout cela pour permettre aux jaunes de travailler. A Lyon, une nouvelle grève d'éboueurs a été déclenchée pour protester contre les conditions de travail. Elle concerne la société Monin-ordures-service. Deux cents ouvriers, surtout des immigrés, participent au mouvement.

AFP

● Les cheminots de Dijon ont brûlé lundi soir, devant la direction régionale de la SNCF, les fameuses « demandes d'explication écrites » envoyées après la grève de mars dernier. Une centaine de cheminots ont participé à cette manifestation au cours de laquelle près de deux-mille formulaires sont partis en fumée. Les syndicats CGT et CFDT avaient appelé à ce rassemblement.

AFP

● Bilan de la lutte au groupe Malakoff

Mille personnes en grève sur l'ensemble du groupe (Paris et province) n'ont pas réussi à faire céder la direction sur 3,4 % et 200 F pour tous. Après quatre jours d'une grève largement suivie, le mouvement s'est affaibli suite au week-end de Pâques et de nombreux départs en vacances.

Malgré cet affaiblissement, la majorité des grévistes ont voté pour la continuité du mouvement le mercredi 21, faisant ainsi preuve d'une réelle combativité. Seuls la poursuite de l'action et son renforcement étaient susceptibles de faire céder le patron.

Aujourd'hui, il faut se demander s'il n'aurait pas fallu associer le personnel à la lutte par des commissions (conditions de travail, femmes, popularisation), s'il n'aurait pas fallu poser plus tôt le problème de l'extension du mouvement à toutes les autres caisses de retraite complémentaire. Questions dont il faudra débattre. La journée d'action nationale et la manifestation parisienne devant l'Agirc (rue Leroux, Paris 16°), le jeudi 29, peuvent être une nouvelle étape dans la lutte et à ce titre il faut tout faire pour qu'elles soient un succès.

Correspondante

● Sections CGT CFDT de l'Amicale pour l'Enseignement des étrangers. 32, rue de Penthièvre Paris 8°.

Le conflit de l'AEE se durcit ; le président Merien, inspecteur général de l'E.N. a signé le 26.4 à 23 h un engagement écrit garantissant la poursuite des négociations le mardi 27 à partir de 9 h. A 12 h, il ne s'est pas encore présenté, bloquant de fait toutes négociations. L'occupation des locaux continue. Aujourd'hui, la direction de l'AEE sur la politique gouvernementale concernant l'encadrement de l'immigration.

● A l'usine Ericsonn de Brest (matériel téléphonique), la direction attaque : pour tenter de briser le mouvement engagé depuis trois semaines (grève des monteurs et occupation des magasins) pour un salaire minimum de 2000 F et la révision des classifications, elle vient de procéder à un lock-out déguisé en mettant 200 personnes en chômage partiel.

Correspondant

TRIBUNE des luttes

Section syndicale CFDT Escobrie Le personnel en lutte

Communiqué

Après de nombreuses discussions avec la direction - qui n'ont pas abouti - les travailleurs du Garage Renault-Escobrie (Melun) sont entrés en grève le 5 avril dernier pour obtenir satisfaction aux revendications déjà posés.

- Les revendications sont les suivantes :
- 300 F d'augmentation pour Tous
- Garantie et progression du pouvoir d'achat
- 13° mois uniforme, égal pour tous
- Retour progressif aux 40 heures sans perte de salaire
- Amélioration des conditions de travail...

Car, quelle est la situation actuelle dans l'entreprise ?

Tandis que vous payez 43,21 F TTC l'heure de main d'œuvre de mécanique, voilà ce que nous touchons :

	Mécanos		Tôliers	
	Mini	Maxi	Mini	Maxi
P 1	9,00	11,50	P 1	11, 11,
P 2	11,50	13,00	P 2	12,50 13,
P 3	13,50	14,00	P 3	14,50 14,50
Peintres en voiture :	9,50	9,50		
// raccordeurs :	14,50	15,00		

Nos conditions de travail sont mauvaises :

- Absence de ventilation pour les gaz d'échappement et les produits de nettoyage moteur,
- durée de travail trop longue de 42h 30 à 46h 30 etc...

Nous précisons, contrairement à ce qu'a déclaré la direction, que l'établissement ne peut fonctionner normalement puisque 21 ouvriers de l'atelier sur 30 sont en grève.

Malgré plusieurs rencontres avec la direction, nous allons entamer notre 4° semaine de grève : aucune proposition concrète n'a été faite.

Face à l'intransigeance de la direction, nous avons été contraints de durcir notre position. C'est pourquoi nous avons décidé d'occuper partiellement le garage. La seule réponse de la direction a été de nous traduire devant le tribunal pour « entrave à la liberté du travail ».

Bien que notre action puisse parfois gêner les usagers du garage, nous ne cherchons en aucune manière à nuire à la clientèle.

La preuve en est que nous effectuons des réparations gratuites à l'usine occupée d'Idéal Standard où nous rencontrons une très grande solidarité.

De nombreux messages de soutien nous parviennent tous les jours de tous les horizons : la CGT d'Idéal Standard, la CFDT, les travailleurs de LIP, les garages de Lorient, la Roche sur Yon, Nantes, Limoges, le PS, le PSU, Monsieur Vivien député et conseiller général, la municipalité de Dammarie-les-Lys etc...

Nous appelons la population à soutenir et à se montrer solidaire. Nous lançons un appel à toutes les personnalités conscientes pour qu'elles fassent tous les efforts nécessaires en vue d'un règlement satisfaisant et rapide de notre conflit.

Melun, le 22 avril 1976

CFDT Escobrie, 1 place du port BP 123 77003 Melun Cedex
Pour tout soutien financier :
Union départementale CFDT BP 123, 77003 Melun Cedex CCP N° 5237- 18
Paris Mention « solidarité Escobrie »

L'affaire du Petit Bar SCANDALES EN CASCADE...

Avant-hier soir aux actualités régionales de FR3, le promoteur de l'immeuble du 34, rue du Roi de Sicile à Paris a déclaré que s'il a laissé l'immeuble sans toiture, c'est parce qu'il n'a pas pu y organiser le travail normalement... par contre, pour enlever le toit il ne semble pas avoir eu de problème ? Il est vrai qu'il a payé l'entreprise qui en a été chargée « les Marbreries d'Art » avec des chèques en bois. Nemevgié a évoqué aussi son immeuble particulier de la rue du Printemps, lui qui se déclare en faillite.

Les Lebrat ont publié un démenti aux dires du promoteur et tiennent à la disposition de tous leurs clients les conclusions du jugement qui font porter à Nemevgié l'entière responsabilité des dégâts produits. Rappelons-le, cet immeuble est sans toit depuis plus de trois ans et n'est plus qu'une ruine soutenue par des étais de bois à demi-pourris.

Dans la lente décomposition de leurs conditions de vie, les Lebrat vont voir un nouveau pas franchi : le gaz de France vient de leur annoncer la coupure de leur abonnement au gaz, pour leurs installations domestiques et commerciales, le 9 mai.

Voilà une décision qui tombe bien pour le promoteur puisqu'elle va assurément accélérer la faillite du « Petit bar » et donner des arguments en faveur de l'expulsion à une éventuelle commission de sécurité. C'est pourquoi, il n'est plus question de reculer aujourd'hui et la grève de la faim continue pour les deux quinquagénaires qui poursuivent leur travail. Six jours qui comptent double. Un comité de soutien vient d'être créé par les comités des habitants du quartier.

Vient de paraître :

Cahiers Occitanie Rouge (n° 3)

Au sommaire :
— Algérie, Montredon
— Quel office du vin ?
— L'industrie de la haute vallée de l'Aude.
— Agriculture familiale, agriculture capitaliste.
— L'ensemblement de las langas de las minoritas etnicas.

Abonnements 7 numéros 30 frs
34, rue de l'Université 34 000 — Montpellier.

Après la fête pour l'unité de la Bretagne à Nantes

LA VOILA LA BLANCHE HERMINE...

La fête pour « L'unité administrative de la Bretagne » organisée à Nantes le dimanche 25 avril, a réuni plusieurs milliers de participants elle a montré la coupure qui existe entre la plupart des organisateurs (CELIB, comité d'études et de défense des intérêts bretons, B 5, c'est à dire Bretagne 5 départements, et divers notables...) et ceux, de plus en plus nombreux, qui considèrent que l'unité administrative de la Bretagne n'est rien si elle ne s'accompagne pas d'un soutien aux luttes des travailleurs et des paysans bretons et de la revendication d'une Bretagne libre et socialiste. Les interventions de la Fédération bretonne du PSU, de Guy Caro, et dans une certaine mesure de l'Union démocratique bretonne allaient dans ce sens.

« Ce traité est un torchecul »

Ce qui frappe d'abord en pénétrant dans la cour du château des Ducs de Bretagne, ce sont les dizaines de gwenn ha du (drapeau breton) flottants dans le vent, c'est la poussière soulevée par tous les danseurs de gavottes ou de danses, et ils sont nombreux ! C'est enfin le graffiti, noir et vengeur, sur une plaque apposée à l'intérieur du mur d'enceinte et commémorant la réunion de la Bretagne et de la France en 1532 : « ce traité est un torchecul qui offense les bretons... »

En fin d'après midi des jeunes, beaucoup de jeunes mais aussi des aînés, militants d'Ar Falz ou de Skol an Emzaw, qui sont venus écouter

Gilles Servat, Gweltaz ar fur, les Slofériens...

En fin d'après-midi plusieurs milliers de manifestants parcourent les rues de Nantes pour finir devant les grilles fermées de la préfecture... Au son d'une cornemuse écossaise, on plie les « blanches hermines ». Les mots d'ordres les plus repris furent : Naoned, Breizh (Nantes en Bretagne !), Unité de tous les travailleurs bretons, libérez les bretons emprisonnés...

29 + 44 + 56 + 22 + 35 = 1

La régionalisation capitaliste des années soixante et soixante-dix est en train de récolter la tempête qu'elle a elle-même semée. En créant une région Bretagne réduite au Finistère, aux côtes-du-Nord, à l'Ille-et-Vilaine et au Morbihan, donc en amputant Nantes et la Loire-Atlantique qui rejoignent quant à eux la région « Pays de Loire » le gouvernement a agi si grossièrement que la bourgeoisie locale (CELIB, B 5...) est obligée de dénoncer cette « partition » ! est vrai contrairement à ses intérêts particuliers.

La volonté de l'Etat bourgeois français de séparer Nantes et la Loire-Atlantique de la Bretagne répond à un double objectif.

Q'est-ce que la Bretagne sans l'industrie métallurgique de Nantes et St Nazaire ? Un désert peuplé d'usines-pirates comme Transocéan à Brest, de centrale nucléaires (Brennilis), de camps militaires (Ty-Vougeret près de Chateaulin) ! Pour le pouvoir il faut enlever, on ne sait

jamais, toute possibilité de développement économique à la Bretagne. La Bretagne actuelle avec ses quatre départements aggrave encore le sous-développement de l'économie bretonne : le chômage (plus de 20 000 chômeurs en Loire-Atlantique !) et les fermetures d'usines à Fougères, dans les conserveries, demain peut-être à Lu-Brun, à Creusot-Loire...

Le pouvoir a peur : il a peur de la classe ouvrière de Nantes et St Nazaire qui a toujours été le fer de lance du prolétariat breton (en 1955, en 1968...) rejoigne les travailleurs du Joint, de Big Dutchman, des Kaolins, les paysans-travailleurs dans un même combat contre l'Etat bourgeois français et le régime capitaliste.

Breizh ha dispac'h. (Bretagne et révolution)

L'unité de la Bretagne n'est pas une affaire sentimentale qui serait l'apanage des nostalgiques et des notables mais l'affaire de tous les travailleurs bretons. Dans ce sens la journée du 25 avril est un pas, timide mais réel et qui fut limité dans un cadre apolitique et réactionnaire par les organisateurs, vers une prise de conscience plus générale que reflétait par exemple les interventions en faveur des 3 grévistes de la faim bretons à la prison de la Santé. Si la LCR se bat pour l'unité de la Bretagne, elle se bat surtout pour l'unité des travailleurs bretons et pour une Bretagne libre et socialiste dans le cadre des Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Masson



FEUILLETON : LA JOURNEE D'UNE OS DE LA METALLURGIE

par Françoise
Bonnie

2/ CE N'EST QU'UNE CRISE DE NERFS

Dans notre atelier (sérigraphie et vernissage), nous allons respirer huit heures durant les vapeurs de benzène, décapants et autres mixtures nocives... La cavalcade va commencer : le chef donne ses ordres : « Vous allez faire trois cents tableaux (tableaux de bord pour automobiles), six cents cadrans, trois cents CG 15, quatre cent AIG 204, etc... » (Toutes ces pièces sont des éléments de tableaux de bords qui sont entièrement montés et travaillés dans l'usine).

Sur les grands chariots qui roulent quand ils veulent, et qui, parfois se renversent sur nous, nous disposons des centaines de pièces sur de lourds plateaux, debout toute la journée... nous rangeons les pièces vernies par les vernisseuses, dans des caisses, nous baissant et nous levant sans arrêt.

A huit heures, nous sommes déjà fatiguées... sans compter ces odeurs qui font mal à la tête et la chaleur du four (où nous faisons sécher les pièces) qui nous incommodent... Et tout ça avec un rendement bien entendu !

Une dispute vient d'éclater : une ouvrière a traité une autre de « lèche-cul », lui reprochant de ne jamais débrayer et, oh scandale, de « lèche-cul du chef ! ». L'autre riposte, prévient le chef : deux clans se forment : les « pour la lèche-cul » et les autres qui, heureusement, sont les plus nombreuses. Dans notre atelier, on en arrête de travailler... « Quand même, quelle salope » !. Déléguée, je vois les deux parties : je vais demander à la « lèche-cul » ce que l'autre lui a dit exactement. Le chef s'en mêle : « oui et j'ai prévenu le chef du personnel. Elle n'a qu'à pas être impolie avec les autres ouvrières. »

elle n'est pas intelligente, elle n'avait qu'à le dire sans témoins. Elle sera convoquée à la direction ».

Finalement, rien ne se passera... la direction estimant que la cause est un peu difficile...

Neuf heures... Je vais voir les autres déléguées... Je fais signer mon bon de délégation au chef d'atelier qui me dit, soudain aimable : « Il ne vous reste plus beaucoup d'heures de délégation, Mademoiselle... Dans les couloirs, une ouvrière passe allongée sur un brancard. Je me renseigne on me répond que ce n'est qu'une crise de nerfs... car il y en a beaucoup dans cette boîte qui n'emploie que des OS. Les plus « touchées » sont les OS des chaînes qui doivent fournir des milliers de pièces dans leur journée... et les monitrices y veillent, souvent parvenues à ce grade « par le cul » comme on dit, c'est-à-dire dans la plupart des cas grâce au chef de production qui fait la pluie et le beau temps dans la boîte. Elles sont haïes des ouvrières et le leur rendent bien.

De retour à mon atelier, les autres me demandent ce que j'ai fait. Je le leur raconte, ainsi que la crise de nerfs, car le délégué intouchable et qu'on n'ose pas aborder, ce n'est pas le genre ici... Et le boulot reprend... Quand le chef tourne le dos, nous en profitons pour venir discuter ; parfois il nous surprend, mais le plus souvent, par solidarité, une ouvrière nous avertit dès qu'elle voit son ombre.

(à suivre)

les temps modernes

LES EXAMENS RADIOLOGIQUES SONT-ILS DANGEREUX ?

● Le 12 avril 1976, Michel Perdril, enseignant dans la région de l'Eure (St-André de l'Eure), est passé en commission disciplinaire à l'Inspection académique d'Evreux pour avoir refusé de passer le contrôle radiologique obligatoire en 1975 et 1976.

Il estime en effet que ce contrôle est dangereux et inefficace (l'Organisation mondiale de la Santé abonde d'ailleurs en ce sens dans un rapport de février 76). Michel Perdril a donc fourni un certificat médical clinique de non-contagion, certifiant que l'administration a refusé.

A ce jour, aucune décision de sanction n'a encore été prise. Mais le risque de sanction grave demeure. Un comité de soutien s'est constitué qui organisera le mardi 11 mai à la MJC d'Evreux à partir de 20 h 30, une réunion-débat sur les dangers présentés par les examens radiologiques systématiques (ERS).

Comité de soutien à Michel Perdril
A.P.R.I.
12 rue des Noyers
Crisenoy 77390 Verneuil l'Etang
CCP APRI n° 4806-52 D Paris
(préciser M. Perdril)

MEDECINE DE GROUPE... ET INDEPENDANTE

● « Le syndicat national des médecins de groupe organise le 28 avril à Mons-en-Barœul (Nord) une table ronde sur « la Médecine privée au service du malade ». La convocation-invitation précise que cette table ronde est co-organisée par les laboratoires Millot...

Voici un bel exemple de l'« indépendance » de la médecine vis-à-vis des laboratoires qui, « naturellement » prennent en charge les frais résultant de ces tables rondes : tout le monde sait qu'à l'époque de la consommation par la publicité, les laboratoires de l'industrie pharmaceutique ne peuvent avoir qu'une activité « désintéressée ». Il est à noter que nombre de réunions « syndicales », de cours de recyclage extra-hospitaliers se font au siège même des laboratoires (exemple Sandoz à Lille). Il est à noter enfin que les médecins en toute bonne foi, ne se rendent même plus compte de leur aliénation, alors qu'ils s'estiment imperméables aux sollicitations publicitaires. »

Docteur François
(Marq-en-Barœul)

RENNES 400 MEDECINS ET USAGERS CONTRE L'ORDRE

● Quatre cents personnes, lundi soir à Rennes au meeting de l'Association pour une médecine au service des populations de l'Ouest. La commercialisation de la santé et la distribution scandaleuse des soins y ont été dénoncées avant que le meeting donne la parole à plusieurs médecins membres de l'Association, suspendus de l'Ordre des médecins pour non-paiement de leurs cotisations. Voilà donc un coup pour l'Ordre régional, puisque de nombreux usagers de la santé se sont sentis concernés par ces sanctions et apportent leur soutien aux médecins en lutte contre l'Ordre.

UN SOIR DANS LE METRO...

Voici ce qui m'est arrivé il y a quelques jours : un soir, vers 19 heures, j'entre dans le métro Marcadet ; n'ayant pas d'argent sur moi, pas de ticket, je décide de sauter par dessus le tourniquet. Il y a un employé dans la cabine. Pas un contrôleur, non, un employé de la RATP chargé de vendre les tickets. A peine ai-je sauté, que j'entends derrière moi des cris et des insultes racistes (je suis étranger et ça se voit). Comme je n'ai pas l'habitude d'accepter ce genre de choses, même si ma situation dans le métro n'est pas tout à fait régulière, je remonte aussitôt pour discuter. Je n'avais aucune intention agressive... Je pense qu'en pareil cas, une discussion calme et bien menée peut être plus profitable (surtout s'il y a des gens autour) qu'une engueulade mal comprise par des usagers qui n'ont pas assisté à toute la scène.

Je remonte donc dans les escaliers, et c'est pour me trouver face à un employé pris dans un délire raciste et anti-jeune d'une rare violence et qui tient dans une main un revolver et dans l'autre une matraque... Je passe sur les insultes (« les petits cons comme toi, il faudrait les flinguer... ») pour terminer en mentionnant que le « débat » s'est arrêté là et que j'ai préféré m'en aller. Des gens dangereux, il n'y en a pas que du côté de la rue d'Assas, et il faudrait en parler un peu plus souvent...
Alain

Les soldats du 45^e RGA de Toulouse-Balma :

- NOUS NE SOMMES PAS DE LA MAIN D'OEUVRE A BON MARCHÉ !
- NOUS NE VOULONS PAS ETRE UTILISES CONTRE LES TRAVAILLEURS !

Les appelés du 45^e Régiment de Génie de l'Air, stationné à Toulouse-Balma, reçoivent durant leur temps de service militaire une formation spécialisée de chauffeurs de poids lourds, de conducteurs d'engins mécanisés. Le travail effectué est souvent très fatigant, notamment les travaux de terrassement. Il découle de cette situation un peu particulière une série de revendications présentées par

le comité de soldats et reprises par la masse de leurs camarades : salaire correspondant aux normes civiles, puisque le travail accompli est le même que celui des travailleurs sur n'importe quel chantier ; revendication également sur les problèmes de conditions de travail et de sécurité ; refus d'être traité en main d'œuvre à bon marché, taillable et corvéable à merci.

Toulouse : de notre correspondant.

Un chantier particulièrement difficile vient d'être ouvert à Francazal. Comme si le travail de semaine ne suffisait pas, la hiérarchie tente actuellement d'instaurer un service de week-end. La réaction des soldats ne s'est pas fait attendre : nombreux ont été ceux qui ont déposé une demande individuelle - et parfaitement réglementaire - de dispense de service de week-end.

« A la suite de cette démarche, racontent les soldats du comité, le sapeur Granet a été muté à Rochefort et seize autres sapeurs ont retiré leur « 21 X 27 » (format réglementaire des requêtes réglementaires) sous la menace de sanc-

tions de la part du capitaine Picouet. Nous nous élevons contre le caractère arbitraire de la sanction. Pourquoi Granet seul a-t-il été puni alors que seize sapeurs ont fait la même démarche ? Nous exigeons la levée de la sanction. Nous nous élevons préventivement contre toute autre sanction éventuelle qui pourrait frapper d'autres sapeurs du chantier de Francazal. »

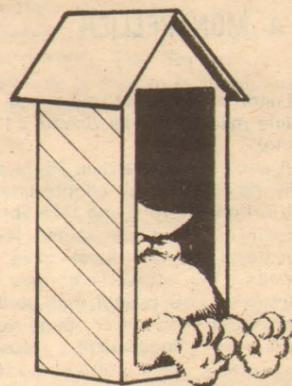
On voit que la concertation entre l'encadrement et les hommes de troupe souhaitée par le général Lagarde a encore du chemin à faire à Balma.

Mais ce n'est pas tout. « Le comité tient à rendre publics auprès des travailleurs et de leurs organisations syndicales les bruits per-

sistants qui courent au 45^e RGA. Est-il vrai que c'est sur ordre express du Préfet de Haute-Garonne que le service lourd d'intervention (SLI), le service de semaine qui mobilise vingt appelés chaque week-end a été intégralement maintenu par le chef de Corps du 45^e RGA ? Est-il vrai que cet ordre a été donné en relation avec le climat social actuel, et que le SLI pourrait être susceptible d'intervenir contre les manifestations populaires ? Trop certain du silence qui suivra ces questions, le comité demande la suppression pure et simple du SLI, arme éventuelle de maintien de l'ordre contre les travailleurs ainsi que la suppression des Services d'intervention rapides et de la Mobilisation. »



l'homme des casernes



LA FARCE DES JOURNEES PORTES OUVERTES

Le comité de soldats du 405^e régiment d'artillerie d'Hyères nous fait parvenir un communiqué dénonçant la grande farce des journées portes ouvertes. « Des armements modernes et sophistiqués, un casernement propre et ordonné, un repas tout ce qu'il y a de plus correct, des cadres souriants et aimables, des uniformes flamboyants... mais qu'on ne s'y trompe pas, ces portes ouvertes ne le furent pas pour tout le monde. Car les artisans de cette « fête », les appelés eux-mêmes, n'eurent pas droit à la parole. Tout cela ne fut que mise en scène pour masquer la réalité quotidienne... La réalité c'est que l'appelé doit laisser à la porte de la caserne ses droits élémentaires de citoyen. En effet, les brigades, les marques de mépris, l'irrespect sont le lot quotidien. Les punitions et les motifs sont le seul langage employé devant toute discussion ou prise de responsabilité ».

« Il ne suffit pas de dire « français, voilà votre armée », concluent les camarades, pour que les réformes jusqu'alors mises en œuvre garantissent toujours le respect des choix de la nation. Dans cette optique le comité du 405^e a fait le choix d'appeler les soldats à manifester avec les travailleurs le 1er mai ».

NOUVELLES PUBLICATIONS DANS LES CASERNES

● TAM-TAM, bulletin du 24^e RPIMA DE Perpignan sort une feuille plus particulièrement destinée aux « bleus » nouvellement incorporés. Mais surtout les membres du comité y lancent un appel à la participation aux manifestations du 1er Mai.
● Le Sapeur Majeur, bulletin du 32^e RG de Vieux-Brisach (RFA). Cette sortie c'est un peu la renaissance de ce comité, un des premiers à être apparu après l'appel des 100. Il a été envoyé aux appelés de l'incorpo 76/04, par laporte.

**Achetez Rouge
tous les jours
dans le même kiosque**



Un détenu à la « ROUGE, C'EST AUSSI LE PECULE DES DETENUS... »

Je lis Rouge de samedi dernier, dernière page, et je fais une gueule épouvantable !

Vous dites que Rouge c'est tout cela : « les contributions mensuelles des travailleurs en lutte, les soldes des bidasses, les pensions des retraités, l'argent de poche des lycéens ». D'accord. Moi j'achète Rouge au numéro. Je dois les payer d'avance. Ça me fait dépenser dans les quarante francs par mois. Pour gagner quarante francs, je dois travailler deux jours. Aussi fort que chez Beghin, aussi vite que chez Idéal-Standard, dans les mêmes conditions que chez Chrysler, et avec le même cœur serré que vous tous parce que dans ma prison aussi, 50% des camarades sont au chômage. Alors je dis que Rouge aussi c'est le pécule des détenus.

Je suis en train de finir cinq ans. Ces quarante balles, ils me donnent le droit de dire que le système en prend un bon coup dans la gueule. La prison ne fabrique pas que des parasites ou des épaves. Elle ne fabrique pas que des phallos. Ces quarante balles par mois, ils ne sont pas une révolte, ils sont une dignité.

Je ne cherche pas d'excuses. Ce n'est pas parce que mon père, poseur de voies à la SNCF s'est fait écrabouiller un pied par une loco que je me suis mis à voler. Ce n'est pas parce que ma mère a fait des ménages toute sa vie que je me suis mis à voler. J'ai volé longtemps et beaucoup parce que -outrecuidance imbécile- désertant les miens, je pensais rejoindre une certaine partie de la société qui vivait hors la loi, parce que la loi lui serait exclusivement destinée.

Alors, deux jours de travail, quarante balles, c'est dire que chez Lip, j'y suis, avec les filles de Prisunic, je

suis aussi, avec les éboueurs de Lille en grève, et que les coups de pied au cul des gars de la Sonacotra me font claquer des machoires. La prison nous y avons tous droit ! Il est nécessaire que les camarades au casier judiciaire vierge ne se sentent pas seulement et vertueusement concernés par la lutte contre l'injustice. La justice nue et crue les concerne tous... Si ça gêne quelque travailleur en lutte, quelque bidasse,

quelque retraité, quelque lycéen, qu'il vienne jeter un coup d'œil par dessus les murs, entre les miradores. Il verra le droguet gris souris des retraités, des bidasses, des anciens lycéens... et ceux-là, qu'est-ce qui les distingue des rares « pauvres », « caids », « gros bonnets » ou « professionnels du braquage » rien ! Tous en droguets gris souris...

G.S. Détenu de droit commun.

CE GOUT DE MORT...

Il manque quelque chose à Rouge... c'est de parler de ce goût de mort qu'on a dans la bouche en arrivant au boulot, des ces odeurs de ferraille et de poussière dans les catacombes de la RATP. Cette vie quotidienne qui, chaque jour, nous est rendue plus malade, sinistre, désosée, déconfite. Bien sûr, il ne faut pas parler que de ça. Il faut avancer des perspectives, des analyses, faire état des luttes... Mais revenir au point de départ, la vie physique, castrée maintenant, c'est essentiel. Parler de l'envie de faire l'amour le matin au moment de partir au boulot, et c'est impossible parce qu'on va arriver en retard et qu'on est déjà si souvent en retard ; parler de la confiture à l'orange comme le camarade Nîmes ; de tous les aspects de la résistance à la cadavérisation. De ce point de vue,

Libé est plus vivant, quoique sans perspectives politiques.

De ce point de vue, Libé vivant, quoique sans perspectives politiques. Je suis loin d'être un « spont », je suis militant de la Ligue et responsable syndical CGT. Mais je crève de la vie telle qu'elle est. Je ne milite pas par pur dévouement mais pour en finir avec cette vie là. Et j'enrage que Rouge ait du mal à se dégager de ce sérieux mortel...

Je crève de passer toutes ces heures pour rien (que de l'argent) au boulot, au métro, sans la moindre satisfaction, le moindre plaisir... J'aime la vie. Les gens autour de moi à qui je fais lire Rouge (au boulot surtout) disent poliment que c'est intéressant, et puis ils s'en vont lire Libé...

Vive la vie, vive la révolution !

Gilles

COURRIER DES LECTEURS



DEUX BRECHES DANS LES LIBRAIRIES

● A MONTPELLIER

Lundi matin s'est ouvert à Montpellier une librairie militante : « La Brèche » (34, rue de l'Université).

À son congrès de Juin 75, la section de Montpellier de la LCR avait adopté une résolution favorable à l'ouverture d'une telle librairie : elle devait être au carrefour de toutes les tendances du mouvement ouvrier local mais aussi bien des courants qui traversent les « couches intellectuelles » qui pèsent d'un poids singulièrement important à Montpellier. Sans vouloir reproduire l'expérience localement réussie de « La Découverte », sans prétendre créer une librairie générale répondant à toutes les demandes, il s'agissait de constituer et de gérer un stock très précis. Dès son ouverture, « La Brèche » est spécialisée : marxisme, mouvement ouvrier, paysannerie, politique, économie, anthropologie, femmes, Occitanie, minorités, écologie, pédagogie, vie des trois continents, vie quotidienne.

La librairie, gérée par la LCR n'en aura pas moins à respecter les règles de la diffusion de l'édition. Elle ne peut pas se payer le luxe d'être un îlot sympathique ignorant les règles capitalistes du monde du livre. Elle est donc déjà une SARL inscrite au registre du commerce. Par souscription et prêts divers, un premier capital de 5 millions a été réuni (qui s'ajoutent aux 3 millions collectés à Montpellier pour le quotidien *Rouge*). Une fois menée à terme, l'opération aura coûté dans les 10 millions. C'est un investissement très important dû en totalité à l'effort militant et qu'il n'est pas possible de traiter à la légère.

Dans les prochaines semaines, ouvrira au sous-sol de « La Brèche » une salle d'une centaine de places, propice à des initiatives de type carrefours, expositions, etc. Une association indépendante « Les amis de La Brèche », régie selon la loi de 1901 et réunissant des sympathisants d'à peu près toutes les organisations d'extrême-gauche, sera responsable de cette animation.

Deux libraires, enfin, s'occuperont en permanence de « La Brèche ». Ils seront aidés par un conseil de lecture.

Correspondant.

● EN ALSACE

« Sortir des circuits d'éditions qui en alsace comme ailleurs n'ont d'autre but que de transformer livres, disques en objets culturels de profit » Tel est l'objectif que se fixe le Collectif d'édition et de diffusion en Alsace qui vient de se constituer à Strasbourg. Le collectif se propose de publier des livres et des disques en mettant sur pied une coopérative comme il en existe déjà plusieurs en Occitanie et en Bretagne.

Pour comprendre cette initiative il suffit de mentionner que les deux tiers des alsatiques (livres sur l'Alsace) ont un prix supérieur à 100 F et que la plupart sont soit des ouvrages très spécialisés peu accessibles à un large public, soit résolument tournés vers le passé. Et si on édite le grand poète alsacien Nathan Katz, qui écrit en dialecte, c'est à des prix astronomiques : entre 3 000 et 9 000 Frs (francs lourds) pour le dernier ouvrage publié. Il est vrai que l'on ne peut pas dire d'un côté que l'alsacien n'est pas une langue de culture et de l'autre diffuser des livres de qualité en alsacien à bon marché.

La culture alsacienne, qu'il s'agisse d'histoire, de musique, de chanson, de littérature n'a le droit d'exister que sous forme d'objet de consommation de luxe ou de culture de supermarché, de folklore (Sürkrütsscht, Humba un Majorettes etc...).

Contre cet état de fait le Collectif d'édition ouvre une brèche. Pour lui il s'agit d'éditer des livres et des disques « bon marché » et accessibles à tous, susciter et accentuer en chacun de nous une prise de conscience régionale authentique, créer avec ce collectif un lieu de rencontres, de discussions et d'élaboration d'une véritable culture populaire correspondant à ce que chaque alsacien porte en lui de volonté d'être.

Cette prise de position pose évidemment un certain nombre de questions. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans *Rouge* en débattant avec un certain nombre de groupes culturels alsaciens partie prenante ou non du Collectif d'édition. Dès maintenant on peut soutenir leur initiative en envoyant 40 Frs à Béatrice Sommer 117 route du Polygone 67100 STRASBOURG. En échange l'on reçoit au cours de l'année 76 un livre et un disque.

Correspondant

livres

TROIS JALONS DE L'

L'exacerbation de la lutte des classes, l'apparition de mouvements de libération des femmes, l'éruption de plus en plus généralisées de revendications spécifiques aux femmes dans les luttes ouvrières, étudiantes, lycéennes, devaient infailliblement se traduire dans l'édition. Le phénomène est aujourd'hui remarquable. Pas une maison d'édition qui n'affiche dans ses catalogues quelques titres sur « Les femmes et la société », « Les rapports phallogocratiques », « Les femmes et l'histoire ». Calculs d'éditeurs sans doute, mais aussi travail de recherche parfois fructueux et enrichissant pour le marxisme-révolutionnaire.

Ensevelies pendant des décennies, les questions à présent se bousculent et déferlent. Le voile noir de l'histoire bourgeoise se déchire et se redessine alors la véritable histoire des femmes.

Trois points de repère, trois jalons dans cette quête : *Les femmes avant le patriarcat, essai historique ; l'affranchissement des femmes, vu sous l'angle de l'histoire de Claire Démar, révolutionnaire saint-simonienne et de ses rapports au mouvement ouvrier des années 1830 ; et Les femmes et la traversée du fascisme, essai d'analyse des rapports entre les femmes et le degré ultime de la barbarie.*

En publiant ce premier dossier, nous espérons ouvrir un large débat et revenir d'ici quelques temps, au travers d'autres ouvrages, sur la question.



Votre royauté est finie!

Les femmes avant le patriarcat, Coll. Payot, par F. d'Eaubonne

AVANT LE PATRIARCAT

Le livre, bien que parfois confus et émaillé d'affirmations arbitraires, fourmille de données passionnantes sur la véritable place des femmes dans l'histoire. A travers l'étude des vestiges préhistoriques, celle des grands mythes (lune, serment), les religions (de la déesse-mère à dieu le père) et certains aspects des sociétés actuelles « primitives » ou non, l'auteur prouve abondamment que le monde, loin d'avoir « toujours appartenu à l'homme », a connu une période prolongée de civilisation « gynocratique » où les femmes, inventrices de l'agriculture, de la poterie, etc. occupaient une place éminente sinon prépondérante (l'auteur pense que le matriarcat ou domination totale des femmes, n'a pas existé).

Le grand renversement

Le « grand renversement » des femmes,

du fait de l'action combinée de l'invention de la charrue, puis de la découverte de leur rôle dans la procréation par les hommes ne s'est pas opéré du jour au lendemain. La lutte des deux sexes fut longue et cruelle (les amazones ne sont pas qu'une légende), bien que toute l'histoire écrite (par les hommes se soit efforcée de l'occulter et de la falsifier).

Les hommes s'étant approprié le produit du travail des femmes (enfants agriculture, etc.), celles-ci constituent donc une véritable classe exploitée (au sens le plus marxiste du terme, dit F. d'Eaubonne).

Le stade suprême du patriarcat

Le patriarcat et son « stade suprême », le capitalisme, ont amené une infinité de

maux : épuisement des sols, surpopulation... qui menacent la survie de l'humanité toute entière. C'est pourquoi l'heure est venue d'une collaboration réellement égalitaire des deux sexes, le mouvement autonome des femmes est l'élément principal de cette transformation. Il s'avère en effet, non pas d'établir la « dictature du prolétariat », mais de détruire tout pouvoir (générateur d'inégalités, en particulier sexuelles) dans une société auto-gérée. Or, les marxistes et révolutionnaires actuels n'offrent aucune garantie en ce sens (cf l'URSS, et les travailleurs portugais attaquant une manifestation de femmes).

Essai de fondement scientifique des thèses féministes actuelles, ce livre interroge les marxistes révolutionnaires.

Nicole Geneste.

Eléments pour une analyse du fascisme. Coll. 10/18

FACE AU FASCISME

On ressent un grand malaise pendant la lecture de cet article, qui est dû au décalage entre l'importance et l'intérêt des informations sur la politique fasciste à l'égard des femmes (natalité, travail, etc.) d'une part, et l'argumentation que M.A. Macciocchi. En effet, celle-ci pose problème à plusieurs reprises :

Dans un premier temps Macciocchi constate l'absence d'études sur les femmes et le fascisme, et s'en prend simultanément à la droite, à la gauche et aux... féministes ! Si les critiques contre la droite et la gauche sont justes dans l'ensemble, celles formulées contre les féministes, du fait de leur totale gratuité, donnent lieu à quelques pages qui tiennent du délire. De quel mouvement de femmes, M.A. Macciocchi parle-t-elle quand elle dit :

« Le rapport entre les femmes et le fascisme reste la tâche noire du féminisme actuel. Cela entretient à l'égard des femmes le même rapport de

fidéisme absolu que celui de certains gauchistes à l'égard du prolétariat. C'est la naissance de la théologie d'un nouvel humanisme ; l'apothéose féminisme. De même les femmes dans leur masse même sous le fascisme, sont pures dans leur intention révolutionnaire ininterrompue, ou engagées dans une lutte anti-fasciste sans solution de continuité ».

Certes, peu d'études ont été faites sur les femmes et le fascisme. Mais cela ne tient pas à ce que les féministes ne veulent parler que de la femme triomphante. D'abord, le fascisme en général, a été peu analysé, ensuite l'occultation de la question des femmes fonctionne ici comme ailleurs : ce sont donc, en priorité, les féministes qui ont le plus de chances d'entamer cette analyse. Mais l'on se rassure que les études historiques féministes n'en sont qu'à leur début, et que toutes les périodes sont loin d'être analysées.

Tant mieux donc si M.A. Macciocchi ouvre la voie en ce qui concerne les femmes et le fascisme !

L'énigme

M.A. Macciocchi se propose donc d'éclaircir « l'énigme du soutien apporté par les femmes au fascisme européen contre leurs intérêts réels de sujets. » Il faut d'abord dénoncer l'aspect mécaniste de ce qu'elle donne à comprendre de la prise de conscience d'une oppression et d'autre part, critiquer fortement cette notion d'« énigme » qui masque une réalité historique facilement analysable, pour la renvoyer à des explications pseudo-psychanalytiques des plus dangereuses, en ce qu'elles font penser au film *Portier de nuit* : « ...l'absence de joie... peut devenir, propos obstinément nié, le rapport entre la jouissance féminine et le pouvoir ». Plus loin encore, Macciocchi parle de ce

HISTOIRE DES FEMMES

« renoncement volontaire consenti avec une joie masochiste ».

Parallèlement, elle, affirme que « le concept de classe est postérieur, dans l'histoire, à celui de la division des sexes. » et que, dès lors, le fascisme est une sorte de phalocratie exacerbée : « Cette négation d'un statut de différence, cette assimilation de la femme à la maternité, de sa jeunesse à sa vieillesse, montre que le fascisme exploite plus que les différences de classe et j'affirme cela contre tous les philistins, la différence de sexe. »

Pourtant Macciocchi dit elle-même que « les fascistes ne créèrent jamais une organisation ouvrière... le mot « ouvrière » lui-même faisait horreur au fascisme. » D'autre part, elle remarque que le fascisme fait rentrer les femmes au foyer sauf les ouvrières, car il en a

besoin. Contradiction du capitalisme : « Ce sera de cette armée ouvrière que partiront, comme on le verra, autour des années 40, les premières grèves et les luttes antifascistes. »

Quelle réponse pouvons-nous donc donner à cette « énigme » ? Pourquoi les femmes se sont-elles investies en masse dans le fascisme ? Une réponse intéressante paraît être celle donnée par Macciocchi elle-même, mais de façon allusive et non systématisée : le manque d'intérêt du mouvement ouvrier pour la question des femmes dans les années 20.

La place dans la société

Cet article donc, par la richesse de ses informations, mais aussi par ses manques, permet de reposer cette question toujours actuelle de la prise en

charge par le mouvement ouvrier de la lutte pour la libération des femmes. Sinon, nous reverrons ces rassemblements de femmes fascistes et nazies ou la manifestation « des casseroles » des bourgeoises chiliennes.

Les femmes sont une force réactionnaire puissante, non par nature mais par la place qu'elles tiennent dans la société : en dehors du monde du travail et de ses conflits, et/ou cantonnées aux tâches ménagères, et/ou dépourvues de tout moyen de réfléchir sur leur propre oppression et celle plus large des travailleurs, elles sont prêtes à écouter les discours qui s'adressent à elles en tant que mères et épouses sur-vélorisées. C'est ce que les différents fascismes ont compris et comprennent encore à l'heure actuelle.

Malamati Soufarapis

L'affranchissement des femmes, Coll. Payot.

1834 : CLAIRE DEMAR, MILITANTE

A propos du dossier présenté par Valentin Pelosse sur la sainte-simonienne Claire Démar. (L'affranchissement des femmes. Payot.)

Ce dossier est fait de deux parties : d'une part les textes de Claire Démar, d'autre part, l'appareil critique de Valentin Pelosse : notes annexes, et surtout post-face (symbolique groupale et idéologie féministe saint-simonienne), où Valentin Pelosse analyse « la pratique de groupe et la symbolique en usage parmi les saint-simoniens durant la période 1828-1835. » L'analyse fondée sur une interprétation psychanalytique de ce groupe « historiquement situé » est toujours claire et précise et constitue une histoire riche en informations sur l'idéologie féministe saint-simonienne et son articulation à la pratique sociale de ce groupe.

Jamais édité depuis 1834

Livre donc, important, car il donne la parole à une femme qui n'avait jamais été éditée depuis 1834.

« N'allez pas vous facher. Je l'ai dit, je le répète, ma parole est nue, quelquefois acerbe, irritante, mais elle est toujours vraie. » Il semble que sa prière n'ait pas été entendue... Sa parole, en effet, est d'une extrême violence, et c'est pour cela qu'elle est belle.

« Eh bien ! Les termes ainsi posés, je dis que nous devons écouter avec respect et recueillement, sans possibilité de jugement ou de blâme, toute parole d'émancipation qui retentira, si étrange, si inouïe, je dirai même si révoltante qu'elle soit. Je vais plus avant, je soutiens que la parole de la femme rédempteur sera une parole souverainement révoltante, car elle sera la plus

large, et conséquemment la plus satisfaisante à toute nature, à toute volonté. »

Livre important, car Valentin Pelosse explique l'importance du saint-simonisme dans le mouvement ouvrier au début des années 1830, mais en voit aussi les limites : « en effet, une fois confronté aux grandes insurrections prolétariennes, l'école saint-simonienne perdit sa capacité d'analyse ; elle ne peut que les déplorer, les excuser, sans être en état de les intégrer dans sa théorie sociale. »

Livre important, car il démontre tout le parcours symbolique des saint-simoniens pour ce qui est de leur rapport aux femmes : de la proclamation de l'égalité des sexes au mythe de « l'attente de la femme », jusqu'à cette phrase du chef de groupe Enfantin : « Quant aux femmes, je vous le répète, je ne sens rien à leur dire, mais je veux qu'elles nous voient faire, c'est le seul moyen que je conçois de leur faire l'amour aujourd'hui. »

Lente dégradation qui aboutit à l'exclusion des femmes de la hiérarchie saint-simonienne. Mais Valentin Pelosse montre comment, de façon contradictoire, les femmes récupèrent une autonomie organisationnelle, développent ainsi davantage leur activité et détournent à leur profit le mythe masculin de « l'attente de la mère » : « en résumé, par la médiation du mythe de la « mère » et de sa recherche, celle-ci interprétée comme relevant des femmes seules, les saint-simoniennes furent en mesure de formuler et soutenir une double revendication quant à leur place au sein du groupe : leur stricte autonomie à l'égard des hommes, d'une part, leur refus absolu de l'établissement d'une

hiérarchie entre elles, de l'autre. »

La politique dans la vie quotidienne

Livre important enfin car il montre le conflit de Claire Démar avec Enfantin, et nous la présente donc en rupture par rapport au groupe saint-simonien.

- Elle ne prit aucune part à l'idéologie de la production, aboutissement du saint-simonisme.

- Elle s'éleva contre le système de classification et de hiérarchisation du saint-simonisme.

- Enfin, et en cela on peut parler d'une modernité de Claire Démar, elle élargit le sens du mot « politique » à toute la vie quotidienne, comme le montre cette critique des « Trois Glorieuses » :

« La révolution dans les mœurs conjugales ne se fait pas à l'encoignure des rues ou sur la place publique pendant trois jours d'un beau soleil, mais elle se fait à toute heure, en tout lieu, dans les loges de Bouffes, dans les cercles d'hiver, dans les promenades d'été, dans les longues nuits qui s'écoulent insipides et froides comme on en compte tant et tant sous l'alcôve maritale ; cette révolution-là mine et mine sans relâche le grand édifice élevé au profit du plus fort et le fait couler à petit bruit et grain à grain comme une montagne de sable, afin qu'un jour, le terrain mieux nivelé, le faible comme le fort puissent marcher de plain-pied et réclamer avec la même facilité la somme de bonheur que tout être social a le droit de demander à la société. »

Malamati Soufarapis

Dans l'objectif

PROVINCE

AMIENS

A la maison de la culture, il y a Brahms et *Folies bourgeoises*, chacun est libre de faire ou non le rapprochement. A 18 h et 20 h 30 Brahms est interprété par Pupitre 14, direction B. Rosenfeld ; à 20 h 30, le TNP joue *Folies bourgeoises* dans la mise en scène de Roger Planchon.

GUERET

Un festival Jean-Pierre Mocky à Guéret, ça ressemble à un scénario de Jean-Pierre Mocky ; en allant voir *L'Étalon* au ciné-club de la MJC, vérifiez que vous êtes bien dans la salle et pas dans le film.

LILLE

Shea Stadium, avec les Beatles, passe à la « Salle industrielle » à 20 h et 22 h, ça leur va très bien. Les gens de Roubaix et de Tourcoing sont cordialement invités.

LYON

Pink Narcissus et *Une chose très naturelle* de C. Larkin illustrent « l'autre amour » et ne posent pas le problème de l'homosexualité parce que ce n'est pas un problème.

LE PREFET LICENCIÉ !

En septembre dernier, le conseil d'administration de la Maison des jeunes et de la culture Odette Benedetti (Portes de Vanves 14^e) embauchait Alain Bellet au poste de direction animateur de cette MJC.

Deux mois plus tard, le conseil d'administration apprenait que la ville de Paris refusait son agrément à Alain Bellet... et que, en conséquence, l'association MJC devait lui proposer un nouveau directeur.

Voilà faire bien peu de cas du minimum d'autonomie à laquelle pourrait prétendre une MJC... autonomie radicalement remise en cause en 1973 par une convention imposée aux MJC par la ville de Paris. Il y est notamment stipulé que la ville de Paris, en l'occurrence le Préfet, se réserve le droit d'agréer, donc d'embaucher et de licencier tous les directeurs.

Mais est-ce un fait isolé, est-ce seulement une attaque personnelle contre un militant syndical et politique, ou plus profondément assiste-t-on à une remise en cause de la politique culturelle des MJC ? Ce n'est pas un hasard si sept d'entre elles dans la région parisienne subissent des attaques soit de leur municipalité soit directement de l'Etat.

28 avril 76, 20h. Salle Martin Luther King (32 rue Olivier Noyer 14^e)

Meeting sur la politique culturelle organisé par le comité de soutien du 14^e avec la participation de MASS DE VIA, IMAGO et Jacques Higelin
Participation de soutien : 1000

TOULOUSE

La troupe Zéro de conduite présente son dernier spectacle : *Bye bye le baigne* à la fabrique Arnaud Bernard, 10 rue Saint-Charles, à 21 h. 8 F.

BANLIEUE

BURES-GIF-ORSAY

Les immigrés gardent la parole avec aujourd'hui *La fête chez Ben Ali* par la compagnie de l'araignée à 15 h à la MJC de Bures.

COLOMBES

La dérive superbe de Werner Herzog sur une musique de Popol Vuh avec *Aguirre ou la colère de Dieu*. 20 h 15 à la MJC.

PALAISEAU

« *Le Viet-Nam un an après* » : débat à la MJC à 20 h 30 (on nous signale que c'est derrière l'hôtel de ville).

PARIS

MUSIQUE

Youen Gwernig passe à 21 h à Ty ar Yaoukiz, 26, rue Charles Fourier, 13^e. Fourier est le seul qui ne soit pas breton dans toute cette histoire.

ce soir, sur

19h 40. Tribune libre

LA PAROLE AU PSU

La direction nationale du PSU s'exprime ce soir sur FR 3 dans le cadre de ces aumones à la liberté d'expression accordées par le pouvoir. C'est d'abord l'occasion de dénoncer les limites de ces tribunes : en temps, en fréquence, en choix d'horaire, sur l'une des chaînes les moins écoutées. Les partis politiques y sont la part congrue parmi des centaines d'associations de divers ordres.

Les orateurs annoncés sont Michel Mousel, Charles Piaget, des travailleurs de LIP, de Réhault, de Caron-Ozanne. Impossible d'en connaître le contenu à l'avance. Mais le choix évident du PSU est de donner la parole aux travailleurs en lutte à la base. A écouter donc avec attention.

Ce qui n'empêche pas de se poser des questions ou plutôt de les poser au PSU. Notamment sur les décisions de la dernière DPN concernant la recherche d'alliances au niveau des municipales avec tous les partis d'union de la gauche signataires du programme commun.

En particulier les propos de Victor Leduc dans « Politique Hebdo » auront-ils des développements télévisés ? Comment sera comprise l'affirmation : « Nous élaborons un programme de transition au socialisme. Nous proposons des éléments de notre programme comme aujourd'hui nous avançons des éléments de notre plate-forme municipale. Ce programme vise à promouvoir notre propre développement. Mais il n'est pas un anti-programme commun. » Alors est-ce que ce sera perçu comme une position « pour » ou une position « contre » le programme commun ? Et que gagne en clarté le PSU à « tourner autour du pot » avec le programme commun Dont acte. Mais alors pourquoi souligner que « les travailleurs voient dans le programme commun le ciment de l'unité. Le programme commun est ensuite le symbole de la lutte pour l'abolition du capitalisme et la transition au socialisme qui, cependant, n'est pas contenue dans le texte. Mais les masses l'appréhendent ainsi. » Toutes ces déclarations évitent une caractérisation précise du programme commun et de sa fonction : c'est un programme de gestion loyale du capital, c'est un programme réformiste bourgeois et si les travailleurs ont des illusions sur son contenu - dont il est vrai que dans leur majorité, ils ne le connaissent pas - la tâche des révolutionnaires est de les combattre.

Mais il est vrai qu'on ne peut caractériser comme tel le programme commun et rechercher un accord sur la base d'une plate-forme avec les partis qui l'ont rédigé et signé. La tribune de ce soir donnera-t-elle des lumières sur la façon dont le PSU entend affronter ou esquiver cette contradiction ?

A écouter vraiment avec attention.

télévision

Mercredi 28 avril

TF 1

- 18.15 **A la bonne heure.**
Les hits-parades : comment on fabrique les ruis du tube !
- 20.00 **Journal.**
- 20.30 **Le siècle des lumières.**
Mise en scène de François Villiers, avec Michel Duchaussoy, Claude Dauphin, etc...
A partir d'un montage de textes de Diderot, Voltaire, Rousseau, Montesquieu, Marivaux, cette émission n'est qu'un simple divertissement, elle désamorçait la profonde révolte idéologique des écrivains du dix-huitième siècle contre l'ordre royal. Ne voir dans leur propos que badinages de salons, alors qu'il s'agit d'une véritable révolution culturelle bourgeoise qui précède 1789, constitue un sérieux parti-pris de myopie historique !
- 22.00 **Interrogations : la responsabilité.**
Une émission de Denis Huisman, avec de nombreux « philosophes » de métier. A notre connaissance, il n'y aura que Maurice Goldring pour donner un point de vue marxiste (encore qu'il soit au PCF...)

A 2

- 20.00 **Journal.**
- 21.30 **C'est-à-dire, le magazine d'actualité de Georges Leroy.**
Avec peut-être des reportages sur les élections portugaises, la visite de Geisel à Paris ou la grève dans les facultés et les lycées ?

FR 3

- 19.40 **Tribune libre : le PSU.**
Avec Michel Mousel, Charles Piaget et des travailleurs de LIP, Réhault de Fougères et de l'imprimerie Caron-Ozanne.
(Voir ce soir sur FR 3)
- 20.30 **Première victoire, un film d'Otto Preminger (1965), avec John Wayne, Kirk Douglas, Henry Fonda.**
Otto Preminger ne passe pas particulièrement pour être un cinéaste original et ce film de guerre est loin de valoir « les nus et les morts », par exemple, d'après le roman de Norman Mailer.
- 23.00 **Journal.**



Le procès de Pierre Goldman

SOUPÇONS SUR UNE ENQUÊTE DE POLICE

L'atmosphère s'est tendue à l'ouverture de la deuxième journée du procès de Pierre Goldman. La salle est trop exigüe ; le public, très jeune, a du mal à y pénétrer ; ce qui provoque quelques cris et des mouvements d'humeur. Cela suffirait-il à éveiller un jury dont certains membres sommeillent sans vergogne ?

L'affluence grandissante au procès semble montrer qu'Amiens s'éveille à l'évènement. Dans les cafés, on parle de l'affaire, largement relatée, en bonne place dans la presse locale. Le public, qui a assisté au procès, soutient visiblement l'accusé, au grand dam des policiers, présents dans la salle, qui ont l'impression que c'est leur corps qui passe en jugement.

Il est vrai que l'enquête policière a de nombreuses lacunes, faite souvent d'approximations et d'incertitudes que l'on s'est bien gardé de vérifier, tant les premiers évènements semblaient emporter la conviction. Une enquête policière de routine devient, ainsi l'objet de toutes les interrogations.

C'est là aussi, un aspect du procès de Goldman, qui dévoile

avec une rare clarté les mécanismes qui envoient en Cour d'Assises sur des impressions dont l'accumulation tient lieu de certitudes. Goldman dit que les policiers ont tout fait pour que les témoins, confortés par l'idée qu'ils ont du délinquant, ne puissent pas ne pas le désigner comme coupable. C'est ce qu'il appelle « la machination policière ». Même si le mot est inadéquat, ce qu'il désigne fonctionne admirablement.

Au cœur du procès

Hier, avec l'interrogatoire des témoins, on est entré, de plein pied, au cœur du procès.

Les amis de Pierre Goldman, ses avocats, redoutaient le témoignage de l'agent Quinet. Cet homme, blessé par balle alors qu'il se collettait avec l'agresseur du boulevard Richard Lenoir, avait, lors du premier procès, fait une déclaration impressionnante. Tendait le doigt vers l'accusé, les yeux illuminés, il avait crié : « c'est Goldman l'assassin, je le reconnais, je le jure ». Le caractère théâtral de cette accusation, couplé aux préjugés

favorables dus à sa conduite « héroïque » avait, sans nul doute, enlevé la conviction des jurés qui avaient oublié les incertitudes, voire les contradictions, des différentes dépositions. Aussi la défense, s'est efforcée, de centrer l'interrogatoire de Quinet sur les faits, sans agressivité superflue, mais avec vigueur et méthode. Elle y est parvenue.

Moins catégorique

Quinet témoigne cette fois en premier. Il n'a donc pu s'imprégner des dépositions des autres témoins qui passeront après lui ; il apparaît beaucoup moins catégorique. Sur le fond, sa déposition n'a pas varié : il maintient qu'il est entré dans la pharmacie (alors que d'autres témoins affirment l'avoir vu croiser le meurtrier qui en sortait et que Quinet ne reconnaît pas avoir entendu la sonnerie déclenchée par la porte automatique), qu'il a poursuivi le meurtrier jusque sur la terre plein central où une courte bagarre s'est engagée avant que Quinet ne soit abattu d'une balle tirée à bout por-

tant. Un élément nouveau quand même : Quinet déclare, et c'est la première fois, qu'il lui a semblé faire tomber des mains de l'agresseur quelque chose « un revolver peut-être ». Serait-ce une explication pour justifier qu'il a été blessé par une arme « MAC 50 », alors que les pharmaciennes ont été tuées par un P38 ? Puis, on l'interroge sur la reconnaissance de Goldman après son arrestation.

Un signalement unique

— J'ai tout de suite reconnu en Goldman mon agresseur, déclare Quinet.

— Y avait-il un élément qui permette d'attirer l'attention sur Goldman au milieu d'un groupe ?

— Non

— Avez-vous vu Goldman avant qu'il ne pénètre dans la pièce où a eu lieu la reconnaissance ?

— Non j'attendais à part, dans une pièce, dans le fond, avec des policiers.

Goldman bondit alors : « C'est sur. D'après ce que dit Quinet, il attendait avec les inspecteurs dans la

même pièce, où quelques temps après, j'ai été présenté. Avant, il m'avait vu passer, entouré de deux inspecteurs. Et contrairement aux habitudes on m'a présenté entouré de policiers alors que des truands au teint-basané, il n'en manque pas au dépôt ! »

Un malaise passe qui ne sera pas dissipé par les questions sur les descriptions successives de l'assassin faites par Quinet.

L'assassin était-il vêtu d'une veste, d'une gabardine ou d'un imperméable en nylon ? On ne le saura pas exactement. Quinet, désarçonné, maintient ses dernières déclarations sans pouvoir donner une explication satisfaisante à ses variations. On est loin des belles certitudes de décembre 1974. Maître Kiejman le souligne en déclarant : « à l'origine, tous les signalements divergeaient et puis on est arrivé à un signalement unique au fur et à mesure des questions posées par la police... »

Georges Marion

Coordination nationale étudiante à Paris

LE GOUVERNEMENT N'A RIEN CEDE, CONTINUONS !

A 19 heures, hier 27 avril, le contrôle des mandats des délégués de la nouvelle coordination nationale étudiante, réunie à Paris, touchait à sa fin. Préambule désormais traditionnel d'un nouveau marathon nocturne lors duquel devaient être votées les décisions engageant l'avenir prochain de la mobilisation étudiante. Ces « formalités », commencées à midi, peuvent paraître longues ; elles n'en sont pas moins déterminantes, puisque la représentativité de la coordination dépend d'elles.

Un premier recensement permettait d'attester de la continuation de la grève étudiante, à une seule exception près : des UER de Droit, d'ordinaire paisibles, reprennent parfois les cours. L'enjeu de la coordination n'en est que plus important. Elle devait débattre outre du bilan du collectif national et de la place des femmes dans le mouvement, de deux points : une plateforme de revendications permettant d'ancrer le mouvement, de lui donner des objectifs durables, et des perspectives de la grève. Sur cette dernière question, le débat devait sans aucun doute mettre en cause la direction du SNESup qui a refusé la généralisation du mouvement, tout en favorisant des négociations capitulaires dans son dos. Il se voit d'ailleurs, aujourd'hui, débordé par de nombreux enseignants, comme l'a prouvé la rencontre d'Amiens, le week-end dernier. Les positions de l'UNEF devaient certainement, elles aussi, être critiquées puisqu'après avoir « joué le jeu » du mouvement, elle appelle aujourd'hui à

un « retour sur les campus », qui ressemble bien à un arrêt de la grève. Pourtant le pouvoir n'a toujours rien cédé. Il se confirme que les prétendues « concessions » aux présidents d'université ne changent rien au fond : la réforme est maintenue. Saunier-Seité rassure simplement et jette un voile de

Radio-Facs :

Médecine : coordination nationale des étudiants de la Santé en lutte le dimanche 2 mai à 10 heures, amphithéâtre de la Brosse, métro Jussieu à Paris. Manifestation parisienne, aujourd'hui à 15 heures de la faculté des Pères au Secrétariat d'Etat. Par ailleurs, 200 étudiants en orthophonie et psychomotricité ont occupé le 26 avril le Conseil supérieur des para-médicaux au ministère du Travail. A Reims, le bureau du doyen de la fac de médecine a été occupé le même jour, une journée d'action aujourd'hui devait débattre de la réforme en médecine et de l'ordre des médecins. Rennes : manif régionale de la Bretagne demain alors que deux étudiants seront jugés au nom de la loi anti-casseurs. Et hier, forum des luttes à la fac des sciences avec les travailleurs de Réhault Fougères, les comités de chômeurs, la Sicna de St Malo, les paysans travailleurs, la CGT de la fac, le CGEN, le SNESup. L'IREP de cette ville vient de se mettre en grève. Poitiers : meeting le 26 avril de la coordination étudiante avec la FEN, la CGT, le SNESup, et, pour la première fois, à l'initiative des étudiants, réunion pour préparer la manif du premier mai. Les années précédentes, il n'y avait jamais de manif, la CGT préférant organiser une fête champêtre. Clermont : attentat fasciste hier contre les locaux de l'amicale de Bt, tout a brûlé.

fumée pour diviser, briser la grève. D'ailleurs à l'Elysée, on affirmait hier que « rien n'avait été concédé ». Reste donc, pour la coordination nationale, à donner la réponse des étudiants en grève à ces manœuvres. Nous publierons demain les textes qui ont été soumis au vote.

élèves accusés sans preuves, d'être les auteurs d'inscriptions murales, et pressions psychologiques pour pouvoir les vider comme « malades ». Le Vigan (Gard) : les lycéens protestent contre la suppression d'un poste de prof demusique. Charente maritime : coordination régionale des lycées et CET, avec une adresse : Gilles, Maison des Jeunes, rue Amélie, La Rochelle, 17 000. Aubenas (07) : grève dans un CET, un LT et un lycée. Seine St Denis : manif régionale à l'appel de la coordination des facs et des lycées, le 29 avril à 15 heures, mairie de la Courneuve. Nanterre : occupation, le 26 avril, du bureau du proviseur du lycée Joliot Curie par des profs contre la non communication des notes administratives à des maîtres auxiliaires. Beauvais : fermeture de la cité technique en grève, manif de riposte hier. Niort : fermeture du lycée technique. St Briec : manif hier de 1500 lycéens et collégiens avec aussi les normaliens qui ont occupé l'inspection académique. Grenoble : coordination des comités de lutte du technique aujourd'hui à 14 heures à la Bourse du travail. St Denis : répression au CET Lenine avec violences contre les collégiens, action vers l'ANPE. Versailles : une coordination de 10 lycées, du SNES et du SGEN appelle à une manifestation régionale demain à 15 heures, à la gare de Versailles Chantier. Et 300 normaliens ont manifesté hier, en protestant aussi contre la présence du président brésilien au château de la ville. CET Branly à Créteil : la grève continue, et manif hier de 4 lycées et CET devant la préfecture, coordination du 94 demain. Paris 19^e : répression brutale au CET Curial en lutte contre les travaux gratuits. Une AG rassemblait le 26 avril des délégués des CET Evangile et Potain. Les flics sont intervenus dans le lycée, retenant des élèves en les fouillant. Les flics rôdent également devant le CET Clavel dans le 19^e. Une coordination des CET du quartier hier a discuté de la riposte.

Montpellier : huit jours de grève reconductible des enseignants de la fac de lettres. Paris Villetaneuse : étudiant de Sciences éco, Romain, est retenu par la police après la manifestation nationale du 23 avril, un comité de soutien recueille les informations sur les conditions de son arrestation, il serait inculpé au nom de la loi anti-casseurs. Architecture : des étudiants d'UP 1 de Paris en archi ont occupé hier les locaux de l'ordre des architectes.

Infos-lycées-CET :

Melun : 100 lycéens ont occupé un CET pour protester contre la mise à pied de cinq internes. Meaux : manif de la cité technique hier à 500. Asnières-Gennevilliers-Clichy et Colombes : manif régionale hier à 700. Bergson à Paris : convocation des parents de sept

Coordination lycéenne et coordination collégienne à 14 heures aujourd'hui à Jussieu. Pour les lycées, le collectif propose à la discussion des AG une nouvelle manif le 30 avril à la Bastille.

Quart de recul de Lecanuet

LE « DOSSIER AGRET » EN CASSATION

Il aura fallu que Roland attende jusqu'à 19 heures 55 pour qu'il apprenne hier, la décision de Jean Lecanuet concernant la révision de son procès. Une décision qui n'en est pas une : la commission de révision n'a pas vraiment tranché, Lecanuet non plus.

Des points obscurs

Selon la commission, les éléments du dossier qui lui ont été présentés ne comportent pas d'éléments suffisants pour justifier la révision du procès de Roland. Mais en même temps, elle reconnaît que nombre de points du même dossier sont obscurs et justifient une enquête plus approfondie. Après avoir longtemps hésité, sondé sa conscience et vraisemblablement passé pas mal de coups de téléphone à ses collègues du gouvernement, Lecanuet a finalement décidé de transmettre l'affaire au procureur général de la Cour de cassation, qui devient maintenant compétent pour entamer la révision du procès. Pour autant, Roland n'est pas libéré : l'avis mi-chair mi-poisson, de la commission de révision, la dérobade de Lecanuet continuent à faire peser sur lui plus qu'une présomption de culpabilité. Le dangereux agonisant doit rester derrière les hauts murs.

La peur du pouvoir

Comment pourrait mieux se manifester la peur du pouvoir face à ce dossier lourd de tant de révélations sur les activités sanglantes des bandes parallèles, SAC, commandos anti ou pro-OAS, truands de tous poils qui ont tant prospéré sous la V^e république ? Roland innocenté, si cela doit se faire un jour, c'est tous les grenouillages des amis d'hier, des compagnons d'aujourd'hui qui seront mis à jour.

Libérez Agret !

Roland continuera-t-il sa grève de la faim ? Lui seul en tranchera, comme il l'a toujours fait. Mais c'est notre devoir d'exiger plus que jamais, et inlassablement, sa libération immédiate. Les arguties juridiques, les pesanteurs procéduriales et les intérêts politiques de Lecanuet, de ses pairs et compères, peuvent le maintenir en prison pendant des mois et des mois encore. C'est en luttant au prix de sa vie contre ce temps et cette liberté qu'on lui vole que Roland a obtenu le maigre résultat d'hier soir. Le silence, notre silence, serait maintenant pire que tout.

JF. V

MEETINGS

- L'EDUCATION EN LIBERTE SURVEILLÉE, six heures à l'appel du comité de soutien à Papinsky, aujourd'hui de 15 heures à 20 heures, 177 rue de Charonne, à l'AGECA, Paris 11^e. Métro Charonne ou Bagnole. Le comité enseignants-chômeurs appelle à y participer.

- L'ECOLE SELECTIONNE ET LA REFORME HABY : débat organisé par l'Ecole Emancipée Ivry-Vitry, le SGEN du lycée Romain Rolland, les comités de lutte lycéens de Romain Rolland et Jean Macé, demain, 29 avril, salle Paul Froment, à Vitry. Montage audio-visuel.

BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper et à renvoyer au journal « Rouge » 2, rue R. Lenoir, 93 100 MONTREUIL (Service Abonnements)

NOM..... PRENOM.....

ADRESSE : RUE..... N°...

VILLE..... CODE POSTAL.....

TARIF (encadrer la mention utile)

	NORMAL	COLLECTIVITES	ETRANGER
1 AN	300 F	200 F	500 F
6 MOIS	150 F	100 F	250 F
3 MOIS	80 F		130 F

Chèques à l'adresse de D. Bensaid, SANS AUCUNE AUTRE MENTION. (Pour les plus fermés, écrire au journal).